



SOUS LA DIRECTION DE

Philippe Beaujard, Laurent Berger et Philippe Norel

# Histoire globale, mondialisations et capitalisme



Éditions La Découverte  
9 bis, rue Abel-Hovelacque  
Paris XIII<sup>e</sup>  
2009



## Remerciements

Cet ouvrage est publié avec le concours du Centre d'études  
des mondes africains (CEMAF), Paris-I/CNRS.

---

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **www.editionsladecouverte.fr**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue. Vous pouvez, à défaut, envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte (9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris) pour demander à recevoir gratuitement par la poste notre bulletin trimestriel *À la Découverte*.

ISBN 978-2-7071-5792-8



Ce logo a pour objet d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir du livre, tout particulièrement dans le domaine des sciences humaines et sociales, le développement massif du photocopillage. Nous rappelons donc qu'en application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du code de la propriété intellectuelle toute photocopie à usage collectif, intégrale ou partielle, est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans l'autorisation de l'éditeur.

© Éditions La Découverte, Paris, 2009.



## Sommaire

Prologue. Par-delà l'eurocentrisme : les mondialisations et le capitalisme au prisme de l'Histoire globale <i>par Philippe Beaujard, Laurent Berger et Philippe Norel</i>	7
--	---

### ***I. Histoire globale et intégration intercontinentale***

1. L'intégration de l'hémisphère oriental du monde, 500-1500 apr. J.-C. <i>Jerry Bentley</i>	65
2. Un seul système-monde avant le xvi <sup>e</sup> siècle ? L'océan Indien au cœur de l'intégration de l'hémisphère afro-eurasien <i>Philippe Beaujard</i>	82
3. De la comparabilité des civilisations eurasiennes <i>Jack Goody</i>	149
4. Changement social et intégration des réseaux d'échange dans la longue durée <i>Thomas Hall et Christopher Chase-Dunn</i>	159

### ***II. Histoire globale et capitalisme***

5. La construction d'une économie-monde européenne (1450-1750) <i>Immanuel Wallerstein</i>	191
6. L'hypothèse de la continuité historique du système monde <i>Barry Gills et Robert Denemark</i>	203
7. Capitalisme et (dés-)ordre mondial <i>Giovanni Arrighi et Beverly Silver</i>	227
8. La régulation des systèmes monétaires dans l'histoire du capitalisme <i>Michel Aglietta</i>	261

### ***III. Histoire globale, efflorescences et mondialisations***

9. Efflorescences et croissance économique en Histoire globale : une réinterprétation de l'essor de l'Occident et de la Révolution industrielle <i>Jack Goldstone</i>	299
10. Le machinisme induit-il une discontinuité historique ? Industrialisation, modernité précoce et formes du changement économique dans l'Histoire globale <i>Kenneth Pomeranz</i>	335



11. Dynamique smithienne et création des institutions du capitalisme : une analyse des mondialisations antérieures à 1860 <i>Philippe Norel</i>	374
12. La Chine et l'économie politique de son empire agraire dans l'Histoire globale <i>Roy Bin Wong</i>	403
Épilogue. Capitalisme et mondialisation. De l'autonomie des trajectoires locales à l'interdépendance systémique globale <i>Laurent Berger</i>	421
Bibliographie générale	469



## Prologue

---

### Par-delà l'eurocentrisme : les mondialisations et le capitalisme au prisme de l'Histoire globale

*Philippe Beaujard, Laurent Berger et Philippe Norel*

« Ayant inventé le métier d'historien, l'Europe s'en est servie à son avantage. La voilà toute prête à éclairer, prête à témoigner, à revendiquer. L'histoire de la non-Europe est à peine en train de se faire. Et tant que l'équilibre des connaissances et des interprétations ne sera pas rétabli, l'historien hésitera à trancher le nœud gordien de l'histoire du monde, entendez la genèse de la supériorité de l'Europe. »

Fernand BRAUDEL.

Dans la littérature anglo-saxonne, les publications sont légion, depuis une quinzaine d'années, sur des thèmes qu'on regroupe de plus en plus sous l'appellation d'« Histoire globale ». On peut repérer immédiatement plusieurs dimensions propres à ce nouveau programme de recherche. C'est en premier lieu une analyse du rôle crucial du monde non-européen dans l'histoire de l'humanité (avec la « réhabilitation » notamment de la Chine et de l'Inde pour la période précédant le XVIII<sup>e</sup> siècle) pour sortir enfin d'une histoire par trop « eurocentrée ». C'est ensuite un profond renouvellement de l'analyse en termes de système-monde, pour prendre en compte à la fois d'autres espaces (l'Afrique, l'océan Indien ou l'Asie centrale) et surtout d'autres époques, très antérieures à celles étudiées par les fondateurs, Wallerstein et Braudel. C'est enfin l'analyse des processus spécifiques de mondialisation, notamment sur les deux derniers siècles, mais pas exclusivement : les interactions pluriséculaires entre continents sont ainsi souvent perçues comme partie d'un processus global d'expansion des échanges, ancêtre éventuel du mouvement contemporain de mondialisation. Plusieurs revues



internationales existent déjà<sup>1</sup>, en partie spécialisées sur ces thèmes, mais la littérature scientifique française est restée assez discrète sur le sujet.

L'Histoire globale a été dès ses débuts associée à l'analyse historique du capitalisme, et à l'un des problèmes majeurs légués aux sciences sociales par Smith, Marx, Sombart, Weber et Polanyi : celui de la nature des changements sociaux impliqués par l'accumulation systématique à grande échelle du capital technique, financier et humain, ainsi que de la genèse concomitante des révolutions industrielles. On connaît l'envergure et en même temps la limite des réponses apportées à ce problème par ces pères fondateurs. Smith mit en avant le rôle naturellement stimulant du marché mondial sur la division sociale du travail, et l'obtention conséquente de gains de productivité grâce aux échanges de longue distance. Marx situa de son côté l'émergence du mode de production capitaliste dans les contradictions du féodalisme, à travers la formation du capital marchand et la différenciation internationale des formes d'exploitation du travail débouchant avec le machinisme sur un capital spécifiquement industriel. Pour Sombart, en revanche, le capitalisme fut d'abord « le fruit du luxe et de la guerre conjugués<sup>2</sup> » des États modernes en construction : les dépenses de prestige des élites et l'explosion des budgets militaires connurent ainsi leur apogée au temps du mercantilisme, suscitant alors proto-industrie, mais aussi dettes publiques et marchés financiers. Weber préféra insister sur le processus historique de rationalisation de la recherche du profit qu'il caractérisa par défaut à partir de la matrice religieuse du protestantisme calviniste. Quant à Polanyi, ce fut en priorité la création d'un Marché autorégulateur qui, associé au processus de désencastrement de l'économie et à la marchandisation conjuguée de la terre, du travail et de la « monnaie », retint toute son attention.

Quelles que furent l'originalité et la portée conceptuelle de ces analyses, elles se caractérisèrent toutes néanmoins par une forme d'eurocentrisme, héritée de la façon implicite de poser le problème : toutes s'attelèrent en effet à comprendre quelles qualités propres à l'Occident pouvaient expliquer pourquoi le capitalisme était né dans cette région et non en Orient. Les recherches ultérieures inspirées de ces analyses furent conduites à

---

1. Notamment *Review*, la revue du Centre Fernand Braudel de l'Université de Binghamton (New York) créée en 1977 (éditeur R. Lee), le *Journal of World History*, créé en 1990 (University of Hawaii, éditeur J. Bentley), le *Journal of World-Systems Research*, journal électronique créé en 2002 (Institute for Research on World-Systems, University of California, Riverside, éditeurs C. Chase-Dunn et W. L. Goldfrank), et le *Journal of Global History*, lancé plus récemment, en 2006 (Cambridge, éditeurs W. G. Clarence-Smith, K. Pomeranz et P. Vries). Par ailleurs, la London School of Economics a lancé, depuis quatre ans, un « Global Economic History Network » qui regroupe une partie des chercheurs anglophones sur le sujet (Président : P. K. O'Brien).

2. Selon l'expression d'Alain Bihr, <<http://www.revue-interrogations.org/article.php?article=96>>.

chercher la solution du côté des ruptures et des discontinuités imaginées entre les trajectoires historiques respectives de l'Occident et de l'Orient. L'accent fut mis en priorité sur le rôle prépondérant de certaines « révolutions » occidentales déterminantes. Des différentes révolutions, agricoles [Brenner, 1985 ; Bairoch, 1997], scientifique et technologique [White, 1969 ; Mokyr, 1990 et 2002 ; Crosby, 1997], démographique et familiale [Macfarlane, 1993 et 1997], politique [Jacobs, 1958 ; North et Weingast, 1989], religieuse [Weber, 1995 et 1996 ; Bellah, 1957], commerciale, juridique et urbaine [Pirenne, 1939 ; North et Thomas, 1973] jusqu'à la Révolution industrielle, il n'y eut qu'un pas, celui de l'exception culturelle et du miracle européen [Jones, 1981] ! Ainsi, Landes [1998] n'hésitait-il pas récemment encore à attribuer à la diffusion mondiale de traits prétendument caractéristiques de la civilisation occidentale la responsabilité des mille dernières années de développement économique et social mondial<sup>3</sup>. Et ce, même si de nombreux travaux à la suite de Childe [1942], et à l'exemple des mises au point récentes de Goody [1999, 2004 et 2007], n'ont eu de cesse de rappeler la continuité réelle et parallèle – en dépit de quelques périodes de repli – du développement des cultures marchandes et urbaines à travers l'ensemble afro-eurasien depuis l'âge du Bronze. Il fut ainsi aisé pour Frank [1998], Blaut [2000], Hobson [2004] ou bien encore Goldstone [2008] de revenir aux fondamentaux du relativisme méthodologique pour mieux déconstruire et infirmer point par point la nature fallacieuse des préjugés à l'égard de l'Orient.

Cette prise à contre-pied de l'eurocentrisme a permis de revisiter et de conjuguer avec fécondité le double héritage des recherches menées par l'école des Annales [Burguière, 2006] et par le courant de la « World History » élaboré aux États-Unis [Manning, 2003], sur la base des travaux de Hodgson [1963] et de Mc Neill [1963]. Au plan académique, la *World History* a fait naître de nombreux « cours d'histoire du monde » dans les universités anglo-saxonnes, rééquilibrant le poids des continents non-occidentaux dans l'enseignement. Ces cursus ont incarné une forme de refus de l'eurocentrisme ou de « l'histoire tunnel » dénoncée par Blaut [1993], histoire qui, soit oublie les chronologies des autres, soit ne les considère qu'en réaction aux faits et gestes de l'Occident. Mais ils ont aussi visé un objectif, à la fois louable et cependant profondément ambigu : élaborer une sorte de « grand récit » négocié de l'histoire universelle, susceptible d'être accepté par des sociétés aux visions du passé à l'évidence différentes, voire antagonistes aujourd'hui encore...

3. Grâce notamment à « sa » propension à l'acculturation et son éthique du travail, à « ses » savoirs, techniques, idéologies politiques, structures familiales, valeurs culturelles, consommations préférentielles, etc.

L'Histoire globale s'est donc développée au travers de programmes de recherche reprenant certains acquis et méthodes de la « World History », tout en corrigeant leurs travers grâce aux apports fondamentaux de l'École des Annales et des œuvres incontournables de Fernand Braudel [1949, 1969, 1979, 1985] et de Maurice et Denys Lombard [1971, 1972, 2001-2002 et 1988, 1990]. L'accent a ainsi été mis sur la structure des connexions économiques, politiques et culturelles entre régions du monde et entre continents, dans le but de faire apparaître des systèmes et des processus de plus en plus globaux. L'importance accordée à ces jeux d'échelles a même poussé certains historiens, tel Mazlish [1998], à défendre l'idée selon laquelle l'Histoire globale se devait de marquer sa différence avec la « World History », en étant non plus une description, disons terre à terre, des « mondes » existants et de leurs connexions, mais un regard en quelque sorte extérieur sur le « globe » en tant que tel. La « New Global History » de la sorte esquissée se focaliserait par conséquent sur l'histoire de la mondialisation en poussant aussi loin que nécessaire l'analyse de ses causes ou antécédents. Elle s'intéresserait en priorité à tous les « processus historiques qu'il paraît plus adéquat d'analyser au niveau global qu'aux niveaux local, national ou régional ». La « New Global History » permettrait ainsi en creux de comparer les modalités concrètes locales d'expression de ces processus globaux, rompant de fait avec l'hypothèse d'un grand récit. Les principaux artisans de la transformation de la *World History* en Histoire globale [Northrup, 2005] ont reconnu le bien fondé à ne plus se contenter d'une « intégration horizontale », c'est-à-dire d'une simple mise en relation des expériences humaines à un moment particulier de l'histoire. Ils ont compris qu'il leur fallait aussi procéder à une « intégration verticale », c'est-à-dire identifier des périodes significatives dans la longue durée et surtout fournir des modèles d'explication des évolutions au sein de cette dernière. Moins descriptive et plus analytique, cette façon de faire l'histoire leur est apparue comme ne pouvant être que solidaire des questions que nous pose notre présent mondialisé, et par conséquent indissociable d'une relecture de l'histoire de l'Humanité en fonction des interrogations contemporaines. On retrouve ici, clairement assumée, la fameuse « dépendance téléologique » de toute démarche historique, âprement discutée en son temps par la philosophie critique de l'Histoire [Aron, 1970].

L'histoire des processus constituant ce qu'on appelle aujourd'hui la mondialisation serait donc, en dernier ressort, au cœur de l'Histoire globale. Cet énoncé ne résout cependant aucunement la difficile question des rapports entre ces processus globaux du passé (migrations, épidémies, création de diasporas commerciales...) et la mondialisation présente. Plusieurs publications récentes s'y sont essayées avec des fortunes très diverses. Hopkins et son équipe [2002], malgré la grande richesse de leurs remarques



historiques, ont peut-être seulement contourné le problème en s'appuyant sur une périodisation postulée de la mondialisation : d'une forme archaïque, dominée par les diasporas, les grands empires et la diffusion des grandes religions, on serait passé à la proto-mondialisation impulsée par le mercantilisme des <sup>xvii</sup><sup>e</sup> et <sup>xviii</sup><sup>e</sup> siècles, puis à sa forme moderne liée à la Révolution industrielle et à l'impérialisme, enfin à la mondialisation postcoloniale depuis 1950. Mais la mondialisation y est finalement peu conceptualisée (et sa dimension économique sans doute insuffisamment approfondie, en tout cas non théorisée), à l'image, par exemple, de la fresque stimulante de Northrup [2005] affirmant que l'histoire, avant l'an 1 000 de notre ère, est celle d'une « grande divergence », l'histoire postérieure voyant peu à peu les forces de convergence l'emporter, comme l'atteste entre autre la diminution depuis cette date du nombre de langues pratiquées à la surface du globe. Si Northrup tente de restaurer une continuité historique séduisante en fondant la mondialisation actuelle dans un mouvement beaucoup plus fondamental et vieux d'un millénaire, il n'éclaire pas pour autant la nature de ces « forces », si ce n'est à rappeler encore une fois le rôle déterminant des technologies de transport, de communication et de destruction dans la transformation des flux et des expériences migratoires.

La difficulté principale est donc de regrouper, pour mieux les distinguer, l'ensemble des travaux, par ailleurs de plus en plus nombreux, se réclamant de l'Histoire globale. Dans le texte introductif du premier numéro du *Journal of Global History*, O'Brien [2006] propose une distinction fondée sur la méthodologie, entre des historiens soucieux de décrire et analyser les interactions, les connexions entre sociétés éloignées, sur la base d'un traitement érudit sur plusieurs sites des archives disponibles en différentes langues – l'histoire connectée de Subrahmanyam [2005] –, et d'autres travaillant plus à partir de comparaisons entre sociétés pour dégager les originalités de chacune, donc leur place dans la structure globale, grâce à la mobilisation supplémentaire de sources de seconde main – l'histoire comparée de Lieberman [2003]. À la réflexion, cette distinction de méthode ne semble que marginalement utile pour repérer des courants ou des écoles de pensée, dans la mesure où la majorité des recherches relève clairement de ces deux approches. Rien de fait ne vient interdire de pratiquer la seconde quand on est majoritairement adepte de la première : Pomeranz [2000] en a fait la vivante démonstration dans son magistral ouvrage sur la « Grande Divergence » entre l'Europe et la Chine au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle... Une telle différenciation, centrée sur l'approche méthodologique, risque fort d'occulter des partis pris théoriques et problématiques plus fondamentaux. Et ce, même si certaines dissensions tiennent par exemple d'une préférence argumentée en faveur d'une méthodologie déductive (*cf.* les travaux de Fogel et North propres à la « New Economic History ») plutôt que d'une méthodologie



inductive, plus soucieuse de généraliser et de théoriser sur la base de faits historiques comparés – certains diraient stylisés –, et non de modéliser *a priori* des régimes d'accumulation du capital dont tout indique *a posteriori* qu'ils dépendent étroitement de séquences et de contextes historiques spécifiques [Boyer, 2005]. L'Histoire globale, loin d'échapper à la querelle des méthodes (*Methodenstreit*), s'enracine bien au contraire dans les débats suscités au tournant du siècle entre l'école autrichienne incarnée par Menger et l'école historique allemande renouvelée par Schmoller.

L'Histoire globale a en fait une triple particularité essentielle. Elle est d'abord fondamentalement transdisciplinaire, ce qui signifie qu'elle s'élabore conjointement sur la base et à la croisée de disciplines voisines, dont les apports spécifiques nécessitent d'être intégrés à partir d'une littérature secondaire commune. Autrement dit, il existe une économie [Norel, 2004 et 2005 ; O'Rourke & Williamson, 1999], une anthropologie [Goody, 1971 ; Terray, 1974 ; Ekholm & Friedman, 2007], une sociologie [Sassen, 2006 ; Tilly, 1990], une géographie [Harvey, 2006 ; Grataloup, 2007], une archéologie [Sherratt, 1994 ; Stein, 1999], une science politique [Wilkinson, 1987 ; Goldstone, 1991] et bien entendu une histoire connectée et/ou comparée [Gruzinski, 2004 ; Chaudhuri, 1990], toutes susceptibles d'alimenter au confluent de leurs recherches le grand fleuve de l'Histoire globale, dont les navigateurs avisés ont toujours la possibilité à rebours de remonter le cours de ses affluents les plus spécialisés. Pour filer la métaphore fluviale, ces différentes disciplines en amont nourrissent en données et en concepts les problématiques propres à l'Histoire globale (les jeux d'échelles et les macroprocessus d'intégration des sphères d'activités sociales), tandis qu'en aval les lectures de seconde main induisent un espace de confrontation des faits et des théories constitutif de son discours.

Or, la seconde caractéristique de l'Histoire globale est l'émergence d'objets de recherche inédits, certes traités traditionnellement sous d'autres formes au sein de telle ou telle discipline, mais désormais réélaborés par les questionnements propres à cette « métadiscipline ». Cette création de nouveaux objets, dans le dialogue entre représentants de disciplines différentes ou de champs de recherches distincts, conduit à relativiser les découpages domaniaux à la fois au sein de chaque discipline et bien entendu au cœur de l'Histoire globale. Même si celle-ci est en effet bien souvent compartimentée en sous-ensembles commodes pour la recherche, plutôt tournés vers le politique [Mann, 1986], le religieux [Bentley, 1993], l'économique [Norel, 2004], ou bien encore la parenté [Goody, 2000], ceux-ci sont cependant fictifs du point de vue des « *relations, des dépendances et des chevauchements* » concrets qui entremêlent la plupart du temps indistinctement ces différentes sphères d'activités sociales. L'idéal impossible, soulignait déjà Braudel [1979, p. 550], ce serait de tout présenter sur un seul plan et d'un seul

mouvement. La pratique à recommander, conseillait-il, « c'est, en divisant, de garder à l'esprit une vision globalisante ». Or, cette vision globalisante, seul contrepoint nécessaire à la fragmentation thématique et disciplinaire de fait pratiquée, est en réalité assurée par la troisième particularité majeure de l'Histoire globale, qui est son ancrage théorique et le déploiement de ses analyses compréhensives et explicatives dans le sillage respectif de l'une des principales figures fondatrices des sciences sociales aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, ainsi Adam Smith pour les sources classiques, Karl Marx pour les références marxistes, Carl Menger pour les positions néoclassiques, et Gustav Von Schmoller pour les perspectives historicistes.

Dans la mesure où l'Histoire globale s'intéresse aux mondialisations et à l'émergence puis à l'évolution du capitalisme, elle peut être organisée autour de trois grands courants théoriques. Ces courants se déploient autour d'analyses du changement social, seules à même de dépasser le compartimentage précédemment évoqué. Le premier courant colle strictement aux théories économiques orthodoxes de l'utilité, du choix rationnel et des mécanismes d'ajustement du marché, en se révélant en définitive peu ouvert à l'héritage de la *World History* et de l'École des Annales. Néo-institutionnalistes et néoclassiques, les successeurs de Menger soit élaborent une Histoire globale sur la base de la théorie des jeux et des coûts de transaction [North, 1981 ; Greif, 2006], soit assimilent mondialisation et phénomènes historiques de convergence des prix de biens et de facteurs [O'Rourke et Williamson, 1999], pour conclure à l'absence de toute globalité avant le XIX<sup>e</sup> siècle. Le deuxième, peut-être le plus original quoique le plus éclectique, prend appui sur les idées de Smith [Wong, 1997 ; Pomeranz, 2000], tout en mobilisant abondamment d'autres références, telles la critique polanyienne [Norel, 2007] ou l'anthropologie américaine héritière de l'école historique allemande [Curtin, 1998a ; Bentley, 1993]<sup>4</sup>. Le troisième, d'inspiration marxiste assez large, repose sur un modèle système-monde [Abu-Lughod, 1989 ; Frank et Gills, 1993 ; Arrighi, 1994 ; Chase-Dunn et Hall, 1997 ; Frank, 1998 ; Denemark, Friedman, Gills et Modelski, 2000 ; Beaujard, 2005] largement sophistiqué depuis Braudel, avec cependant une démarcation importante entre Wallerstein (qui tend à relativiser l'existence d'une véritable économie-monde avant le XVI<sup>e</sup> siècle) et les auteurs cités ci-dessus.

On le devine, les lignes de démarcation entre ces trois courants restent éminemment mobiles. Par ailleurs, les séparations entre le premier et le second courant, comme entre le deuxième et le troisième sont parfois

---

4. Ainsi, Huang [1990] reprend à son compte, pour caractériser sur plus de six siècles l'histoire rurale chinoise comme une « croissance sans développement », la notion d'invololution forgée par Geertz [1963] pour analyser les changements de l'agriculture indonésienne.

ténues : les deux premiers se rejoignent par exemple du point de vue de leur théorie de la rationalité – Hayami [1986] et de Vries [1994] concevant la révolution industrielle au Japon et en Europe à partir des notions de capital humain et d'utilité marginale – ; le second partage avec le troisième une certaine théorie de la valeur, certains ne récusant pas l'approche en termes de système-monde et reconnaissant, tel Bentley [1999], l'existence de cycles et la mise en place d'une division du travail entre régions sur la base d'échanges commerciaux, biologiques et culturels. Avant cependant de présenter ces courants dans toute leur cohérence interne, il semble important de procéder à une clarification de terminologie concernant le titre même de cet ouvrage, et de répondre pour cela à un certain nombre de questions élémentaires : qu'entend-on habituellement par « mondialisation » et quel est l'usage possible de ce concept ? L'Histoire globale se confond-elle avec l'histoire de la mondialisation ? Dans quelle mesure peut-on parler de différentes phases (ou types) de mondialisation ? La notion de capitalisme peut-elle recouvrir le spectre de ses variantes géographiques et historiques, dont l'école de la régulation [Aglietta, 1976, 2007 ; Boyer, 1986, 2004] a montré pour la période contemporaine l'évolution et la diversité des formes institutionnelles, des régimes d'accumulation et des modes de régulation ?

#### HISTOIRE GLOBALE ET MONDIALISATION

La mondialisation est d'abord un phénomène contemporain et sa définition apparaît en conséquence historiquement située. Si l'on se focalise sur sa dimension économique, la mondialisation est souvent analysée, non comme une simple mise en connexion des marchés nationaux, mais comme la création d'un véritable marché mondial dé-segmenté, concernant les biens et services, mais aussi les facteurs de production (terre, travail et capital) et contraignant en retour les économies nationales. La mondialisation est donc beaucoup plus qu'une simple internationalisation des marchés dans la mesure où les espaces économiques nationaux perdent désormais une part de leur pertinence en tant qu'entités économiques représentatives. Non seulement le marché mondial contraint ces espaces (c'est notamment le cas du marché financier unifié), mais encore les firmes transnationales les dissolvent par les transferts qu'elles réalisent au sein de la structure (ou du réseau) qui relie les différents pôles de leur activité. Plus récemment, on a mis en évidence ce même pouvoir de négation des entités économiques nationales à travers l'affaiblissement des régulations étatiques sur un territoire donné et leur transfert à un niveau souvent supranational [Kébabdjian, 2006], que ce soit de droit (OMC, BCE) ou encore de fait (FMI).

Liés à cette apparition du marché mondial, des phénomènes de convergence des prix des biens et services, comme des prix relatifs des facteurs, ont été particulièrement mis en exergue [O'Rourke et Williamson, 1999]. Ce qui amènerait grossièrement à considérer la mondialisation contemporaine comme un processus de réduction de certaines inégalités, par exemple sous la forme d'une diminution de l'écart salarial entre pays émergents et pays anciennement développés. On sait que la réalité est nettement plus nuancée : création d'inégalités internes aux économies nationales, le plus souvent au détriment du facteur de production relativement rare ; diminution ou accélération de ce rattrapage en fonction de la croissance des pays partenaires et de leur trajectoire démographique ; distinction à faire entre produit par tête et revenu du travail, etc. Par ailleurs, si l'on sort de la comparaison entre salaires, il est clair que les inégalités entre les plus pauvres et les plus riches de la planète s'accroissent. Il n'en reste pas moins que pour le courant néoclassique, des indicateurs précis de convergence caractérisent la mondialisation contemporaine. Sur cette base très générale (création d'un marché mondial et phénomènes de convergence d'une part, dissolution partielle des espaces économiques nationaux d'autre part), il apparaît que seules deux phases de mondialisation sont clairement identifiables historiquement, depuis le milieu des années 1980 d'une part, entre 1860 et 1914 d'autre part. Et encore, l'attaque frontale des espaces nationaux n'était que très embryonnaire à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, au cours de la première mondialisation, même si le fonctionnement de l'étalon-or permettait de réguler l'économie mondiale indépendamment des pouvoirs étatiques nationaux. En deçà de 1860, il semble totalement exclu de parler de mondialisation au sens défini par ces deux groupes de critères. Cette approche de la mondialisation, largement dominante chez les économistes, sera ici qualifiée de définition de la mondialisation au sens strict.

Il est cependant possible de se placer à un niveau plus abstrait, en quittant ces indicateurs empiriques assez réducteurs. Ils révèlent en effet la mise en place dans les périodes de mondialisation précitées d'une synergie particulièrement forte entre une expansion géographique des productions destinées aux échanges (pas nécessairement marchands) d'une part, et une progression de la régulation marchande d'autre part, c'est-à-dire une coordination décentralisée de l'ensemble des activités par le biais des prix. Au point du reste qu'il est souvent difficile de dissocier les deux phénomènes. Depuis le milieu des années 1980, nous assistons ainsi à une expansion spatiale des échanges économiques (conversion de la Chine au « socialisme de marché », désintégration du bloc soviétique, réintégration progressive des pays un temps surendettés de l'Amérique latine et de l'Afrique subsaharienne) en concomitance avec une hégémonie plus marquée du Marché sur l'organisation économique (faible régulation

du marché mondial, apparition d'instances régulatrices particulièrement *market-oriented*, pénétration de nos comportements par la « rationalité économique ». À un autre niveau d'abstraction, donc en généralisant, la mondialisation s'identifierait à la synergie entre ces deux phénomènes, à leur dialectique propre, sous des formes par ailleurs toujours renouvelées. Il va sans dire que cette synergie joue aussi dans les années 1860-1914 : expansion géographique avec l'intégration de la Chine après les guerres de l'opium, mainmise britannique sur l'Amérique latine indépendante, expansions coloniales d'une part, progression de la régulation marchande avec la libéralisation du commerce, les premiers mouvements de capitaux au titre de l'investissement de portefeuille, la régulation rigide propre à l'étalon-or, d'autre part.

Si l'on accepte une telle approche des phases de mondialisation comme relevant de cette synergie entre « l'expansion géographique » et le « changement institutionnel » menant à plus de Marché, il est alors sans doute possible de relever, avant même le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, d'autres processus de mondialisation. Par exemple, il semble acquis que la Révolution industrielle dans sa première phase (1750-1830) doit beaucoup à la nouvelle maîtrise des mers conquise par la Grande-Bretagne (laquelle rentabilise les innovations techniques en fournissant les matières premières en quantité et en offrant de nouveaux débouchés, tout en apportant un capital substantiel à la première économie industrielle). Or, cette Révolution industrielle n'est rien d'autre, pour Weber, que l'arrivée à maturité du capitalisme (les six conditions weberiennes nécessaires à une recherche rationnelle du profit étant enfin réunies), autrement dit une étape décisive dans la progression de la régulation marchande. Dans cette configuration historique, la synergie jouerait sans doute plus dans le sens d'une influence déterminante de l'expansion géographique sur l'approfondissement de la régulation marchande (surtout du reste à l'intérieur de l'économie nationale britannique). Mais d'autres périodes révéleraient sans doute une même influence univoque : les Pays-Bas créent ainsi les institutions de leur économie nationale de marché grâce à une évidente domination sur les commerces en Europe et en Asie, au moins dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. Des formes de mondialisation sont peut-être observables bien plus tôt, dès la naissance de l'État en Mésopotamie qui s'accompagne de l'essor d'un commerce à longue distance avec l'Anatolie et le golfe Persique, d'une augmentation de la production, d'une diversification de la division sociale du travail<sup>5</sup>. Ces formes manifestent une première recherche rationnelle du profit, et montrent

---

5. Dès le 4<sup>e</sup> millénaire av. J.-C., des tablettes de l'époque Uruk Tardive (ca. 3200 av. J.-C.) donnent des listes de titres et de métiers [Nissen, 2004, p 13], qui seront répétées sur près de mille ans.



le développement d'un marché de la terre et du salariat, au III<sup>e</sup> millénaire en tout cas, en liaison avec l'apparition de l'intérêt sur des dettes et des prêts commerciaux – parallèlement au véhicule monétaire que représente l'argent métal [Powell, 1977 ; Hudson, 1996 et 2002 ; Beaujard, 2009a et b].

Dans cette perspective, qui sera qualifiée ici de définition au sens large, l'histoire des processus de mondialisation ne saurait donc se réduire à l'analyse des seules phases reconnues, de 1860 à 1914 et depuis les années 1980. Est-ce à dire pour autant que l'histoire des processus de mondialisation s'identifierait à l'Histoire globale ? Autrement dit, peut-on imaginer que la recherche des périodes de mondialisation antérieures, ou de processus précurseurs, sature en quelque sorte le programme de recherche de l'Histoire globale ? Il ne saurait évidemment en être question : même si l'agenda de l'Histoire globale est largement influencé aujourd'hui par l'analyse des processus lointains de mondialisation, il est infiniment plus vaste. Et ce, en premier lieu, parce qu'il concerne des sociétés et des espaces où, si l'expansion géographique des productions destinées à l'échange est le plus souvent présente, la progression de la régulation marchande ne semble pas à l'ordre du jour ou se voit, à l'inverse des phases de mondialisation, sévèrement contrariée, à tout le moins contrôlée.

Telle qu'elle apparaît dans la littérature, l'Histoire globale est à l'évidence beaucoup plus riche que l'histoire des processus de mondialisation, notamment réduite à leur dimension économique. Elle traite en effet des réseaux d'échanges globaux, pacifiques ou violents, en fonction de leurs flux caractéristiques (biens, services, capitaux, information, populations) et selon leur morphologie (étendue, configuration hiérarchique ou rhizomique), en tenant compte des formes d'interactions instituées entre les partenaires d'échanges. L'étude de ces dernières relève ainsi de deux registres : d'une part, leur fréquence, leur intensité, leur caractère direct ou indirect, leur temporalité ; d'autre part leur logique interne (réciprocité, redistribution, commercialisation, prédation, protection, transmission, etc.). Ainsi, le marché ne représente que l'une des modalités de l'échange avec l'extérieur : les tributs millénaires propres à la sphère d'influence chinoise, l'impôt dû à Rome par ses périphéries, les échanges diplomatiques entre États, les échanges à prix administré<sup>6</sup> par les pouvoirs politiques égyptien ou carolingien, les échanges de rapine de certaines compagnies commerciales occidentales au XVII<sup>e</sup> siècle ou encore le commerce à coups de canon du XIX<sup>e</sup> siècle ne relèvent pas du marché. En ce sens, l'Histoire globale est donc beaucoup

---

6. Les données dont nous disposons aujourd'hui conduisent à relativiser l'importance de cette fixation des prix par les États, en Asie occidentale surtout. Le 2<sup>e</sup> millénaire av. J.-C., par exemple, dans les périodes assyrienne et babylonienne anciennes, montre des marchés aux prix fluctuants en partie régulés par le jeu de l'offre et de la demande [Veenhof 1987, 1999, Glassner, 2002]. En Grèce ancienne, les prix variaient et influençaient en retour la production [Bresson, 2000].



plus large que l'analyse, dans les processus de mondialisation, des progrès de la régulation marchande. De fait, elle prend en compte la nature des rapports de pouvoir, et s'intéresse aussi bien aux réseaux religieux [Ray, 1994 ; Foltz, 1999] qu'aux transferts de techniques sur longue distance et aux réappropriations technologiques résultant de ces transferts : on évoquera ici la lettre de change transformée par les cités-États italiennes au XII<sup>e</sup>/XIII<sup>e</sup> siècle à partir d'instruments de crédit déjà utilisés dans l'espace musulman, le passage de la métallurgie du fer d'Asie centrale en Chine au début du I<sup>er</sup> millénaire av. J.-C. aboutissant à la fabrication de fonte et d'acier [Wagner, 2008], ou bien encore l'adoption par l'Europe de l'imprimerie utilisant des caractères mobiles, expérimentés par les Chinois au XI<sup>e</sup> siècle, technologie transférée grâce aux contacts établis sur les routes de l'empire mongol au XIII<sup>e</sup> siècle.

L'Histoire globale traite aussi de l'adoption de certaines consommations (et notamment les détournements d'usage de certains produits, cas du chocolat ou du sucre – Mintz, 1986 – par exemple) ou encore de diffusion de plantes et de cultures alimentaires avec les effets déstructurants et restructurants qui les accompagnent, tant dans la société de départ que dans celle d'arrivée [Pomeranz & Topik, 1999]. Elle cherche également à cerner les flux planétaires de métaux précieux et leurs déterminants, montrant par exemple que la production d'argent au Mexique et en Bolivie, au XVI<sup>e</sup> siècle, répondait à une demande chinoise plus qu'européenne [Flynn & Giraldez, 1995]. Elle étudie les acteurs de ces liens de longue distance, en particulier les diasporas (juive, arménienne persane, arabe, égyptienne, sogdienne, indienne, chinoise, dioula, swahilie...) qui ont fait le commerce afro-eurasien sur cinq millénaires [Curtin, 1998a], et dont les pratiques sont très loin de s'identifier à celles des membres des « compagnies des Indes orientales », britannique ou néerlandaise, de la période mercantiliste [Chaudhuri, 1985]. L'Histoire globale s'intéresse par ailleurs aux innovations institutionnelles. Niemeyer [2000] a ainsi montré que les *poleis* grecques ont emprunté aux ports phéniciens l'alphabet mais aussi réélabore certains principes organisationnels, « peut-être l'idée même de *polis* ». Il n'existe pas en fait un champ de recherche qui ne soit susceptible de faire l'objet d'une étude historique globale. C'est l'articulation de sphères différentes d'activités sociales, à la croisée d'échelles d'interaction géographiques et de temporalités multiples, qui caractérise fondamentalement ce type d'approche.

Essayant de repérer les synergies entre les différents contacts, échanges ou transferts, l'Histoire globale est donc plus large que l'histoire des processus de mondialisation ; elle peut ainsi, de par sa perspective, contribuer à celle-ci. En analysant les institutions des échanges, dans



le cadre de monographies précises et dans une visée comparatiste, elle apporte un matériau précieux à l'étude des liens entre expansion géographique et construction du Marché. Par ailleurs, en montrant les voies par lesquelles se constitue un embryon de société globale (homogénéisation relative des techniques, diffusion des modèles de consommation, circulation des signifiants culturels ou religieux, métissages des populations), l'Histoire globale éclaire les processus de « mondialisation culturelle » [Warnier, 1999].

Faut-il finalement employer le terme de mondialisation ou celui de globalisation ? On sait que ces deux termes, en français, ne sont que deux traductions alternatives d'un même substantif anglo-saxon, *globalization*, par ailleurs polysémique [Friedman, 2004]<sup>7</sup>. Il n'y a donc pas de nuance possible, en tout cas en anglais, entre les deux termes, ce qui conduirait à considérer l'usage de l'un ou de l'autre comme strictement indifférent. Dans la mesure, par ailleurs, où le vocable « Histoire globale » semble s'être imposé en français, dans le sens large que nous venons de décrire (et que l'appellation « histoire mondiale » renverrait par trop à l'idée d'un grand récit consensuel), il est peut-être préférable de garder le terme de « mondialisation » pour décrire la synergie analysée entre « expansion géographique » et « changement institutionnel ». En parlant ainsi d'« Histoire globale » d'un côté, de processus de « mondialisation » de l'autre, on évitera sans doute de regrettables confusions...



## MONDIALISATION ET CAPITALISME

La seconde clarification à apporter concerne les liens entre mondialisation et capitalisme. Et ces derniers seront évidemment très différents, suivant que l'on considère le capitalisme comme un mode de production spécifique (Marx), une organisation économique permettant une recherche rationnelle du profit (Sombart et Weber), ou bien encore un ensemble de pratiques visant à contourner les marchés réglementés en vue de créer des situations monopolistiques [Braudel]. C'est pourquoi il importe de revisiter les principaux concepts et thèses des précurseurs de l'Histoire globale, pour mieux identifier les filiations et les singularités des constructions théoriques contemporaines.

---

7. Le terme *globalization* peut se référer à un processus d'intégration mondiale, économique et culturel, ou désigner une perspective d'étude des processus historiques selon des jeux d'échelles.



*Marx et le mode de production capitaliste*

Le capitalisme désigne chez Marx un mode de production, c'est-à-dire très généralement une combinaison de forces productives, à un certain niveau de développement, avec des rapports de production particuliers. Les rapports de production spécifiquement capitalistes se caractérisent, pour Marx, par la tendance à la généralisation de l'échange marchand et par l'extension du salariat. Le mode de production capitaliste combinera donc primat de l'échange marchand, extension du salariat et forces productives au stade du machinisme.

Comment naissent les rapports de production capitalistes ? C'est l'appropriation privée des moyens de production par la bourgeoisie et la noblesse qui, à partir de la fin du Moyen Âge, oblige une partie des paysans et artisans à vendre leur force de travail. Ils subissent alors, notamment sous la forme du salariat, une extorsion de plus-value (ou surtravail). C'est l'échange marchand qui détermine l'ampleur de ce surtravail. En effet, le montant monétaire du salaire ouvrier s'échange contre des biens de subsistance fabriqués en un temps de travail moindre que le temps de travail ouvrier rémunéré par ce salaire. La différence constitue le surtravail. Cette plus-value n'est cependant réalisée que si le capitaliste parvient à vendre le produit du travail de ses salariés, sanction par l'échange marchand du pari productif.

Comment évoluent ces rapports ? Ils sont soumis à la dynamique impulsée par les propriétaires des moyens de production, lesquels ne peuvent reproduire leur position sociale qu'en se pliant au jeu de l'accumulation illimitée de la plus-value, ce qui signifie investir, encourager l'innovation et la division technique et sociale du travail pour diminuer les coûts de production et maximiser les profits. Cette contrainte s'impose à chaque capitaliste par la structure concurrentielle de production. Elle résulte aussi du fait que la richesse est le fondement du pouvoir d'État et de la puissance militaire dans le capitalisme, comme de la nécessité pour la bourgeoisie de s'approprier l'appareil d'État afin de faire primer ses intérêts de classe.

Quelle chronologie peut-on poser quant à la genèse de ce mode de production ? Si le rapport de production capitaliste apparaît progressivement entre les XII<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, il ne devient prégnant qu'avec le stade industriel de développement des forces productives à partir du début du XIX<sup>e</sup> siècle, lequel étend le salariat dans le cadre d'une structure de production concurrentielle et d'une application déterminée de la science à la technique. On peut donc sans doute distinguer, chez Marx, l'émergence du capitalisme (XVI<sup>e</sup> -XVIII<sup>e</sup>) et son arrivée à maturité (XIX<sup>e</sup>). Or chacune de ces deux phases entretient un rapport distinct avec l'économie « maritime »,



puis l'économie internationale. On distinguera donc deux liens successifs, chez Marx, entre mondialisation (conçue comme synergie entre expansion géographique des échanges et progression de la régulation marchande) et capitalisme.

La phase d'émergence du capitalisme s'appuie fondamentalement sur l'expansion des réseaux d'échanges pour réaliser une accumulation primitive de capital, grâce au commerce triangulaire, à la colonisation des Amériques, et plus généralement au déploiement extérieur et intérieur du capital marchand (*putting out system* puis manufactures), en symbiose avec l'État en voie de modernisation. Mais il y a plus que la constitution d'un « trésor de guerre ». En offrant des débouchés nouveaux aux producteurs des puissances centrales, l'expansion géographique des échanges justifie pleinement, par exemple les *enclosures* britanniques qui, non seulement augmentent la production de laine destinée à une demande textile ibérique financée par l'argent américain, mais surtout créent une main-d'œuvre obligée de vendre sa force de travail (phénomène conduisant au salariat). En ce sens, l'expansion géographique des échanges contribuerait de façon décisive à l'apparition du rapport de production capitaliste lui-même.

En revanche, une fois le mode de production capitaliste arrivé à maturité, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est alors sa propre logique de développement (baisse tendancielle du taux de profit ou recherche d'un équilibre entre sections productives) qui détermine l'expansion géographique des échanges (on reconnaît évidemment ici la théorie de l'impérialisme, qu'elle s'inspire de Lénine ou de Luxemburg). Pour Marx, cette logique de développement se caractérise par sa cyclicité et par deux moyens extérieurs de résolution de ses contradictions. C'est en premier lieu l'exportation de capital, plus généralement la mobilité des capitaux, qui permet de restaurer un taux de profit déclinant au centre. Cette mobilité s'inscrit par ailleurs dans le sillage plus ancien du système de crédit international qui, par le jeu des dettes des espaces étatiques juridictionnels, permet l'émergence alternée de pôles centraux dans le capitalisme : Venise fut ainsi créancière des Pays-Bas qui, à leur tour, devinrent créanciers de l'Angleterre (dont seront ensuite temporairement débiteurs les États-Unis), comme le développera Arrighi [1994]. C'est ensuite le développement du commerce extérieur des biens de base et des moyens de production à moindre coût : son corollaire est à la fois la prolétarianisation des populations à la marge du système capitaliste pour la constitution d'une armée de réserve à l'échelle globale et l'incorporation de marges extérieures à celui-ci dans une nouvelle division internationale du travail – deux points sur lesquels insistera Wallerstein [2006].



*Sombart et Weber : de l'esprit du capitalisme au fonctionnement du système économique capitaliste*

Ces deux auteurs prêtent attention à la spécificité historique et culturelle des institutions propres aux civilisations (uniquement européenne pour Sombart), et ce, aux dépens des interactions éventuelles entre celles-ci. La mondialisation apparaît alors comme un processus de rationalisation des activités sociales s'étendant progressivement à l'ensemble des sociétés touchées par le capitalisme. Elle s'identifie donc à la diffusion de ce dernier. Pour Sombart, ce processus conduit en priorité à l'affranchissement des contraintes liées aux sources d'énergie humaine/animale et à l'emploi des matériaux organiques, grâce à l'application technique des découvertes scientifiques, source de « destruction créatrice » [1913, p. 207]. Il est initialement porté par l'esprit d'entreprise de la diaspora juive et la mentalité bourgeoise du patriciat urbain des cités-États italiennes de la Renaissance, préfigurant l'émergence de l'entrepreneur âpre au gain, individualiste, conquérant, compétitif, mais aussi attentif à une certaine morale des affaires. À l'inverse, Weber associe le « désenchantement du monde » à l'ascèse intramondaine des élites protestantes, qui en conjuguant métier et vocation divine (*Beruf*), ont élaboré cet esprit capitaliste essentiel à la conduite rationnelle des affaires. Le capitalisme repose en effet selon lui sur une « organisation rationnelle du travail dans le cadre d'une entreprise lucrative dotée d'un compte de capital calculant sa propre rentabilité ». Son arrivée à maturité se caractérise par la couverture des besoins de consommation quotidiens par ce type d'entreprise privée, agissant en fonction des opportunités de profits offertes par le marché [1991, p. 296].

Si Weber et Sombart se rejoignent sur l'idée d'un certain nombre de conditions nécessaires à l'émergence du capitalisme, ce dernier insiste beaucoup plus sur l'importance providentielle de certains « accidents historiques », au rang desquels comptent la découverte des mines d'or et d'argent, les inventions relatives à la cokéfaction, ou bien encore l'existence de matières premières et de terres exploitables en grande quantité [Sombart, 1929]. Sombart se distingue aussi par l'importance accordée à la formation d'une demande de consommation de masse accompagnée d'une offre de main-d'œuvre conséquente (aiguillonnée à la fois par le luxe des cours princières et pontificales, l'industrie de guerre, les constructions navales, l'approvisionnement des grandes villes et la fourniture des colonies en produits manufacturés). Weber [1991, p. 297] insiste plutôt sur les six conditions structurelles accompagnant les progrès de la comptabilité des entreprises : appropriation des moyens matériels de production par ces dernières ; liberté de marché ; techniques et droit rationnels, adossés à une bureaucratie d'État moderne ; existence et disponibilité de travailleurs

libres (pour Weber, le travail salarié généralisé est spécifique du capitalisme moderne) ; commercialisation de l'économie ouvrant sur la spéculation.

Ces conditions apparaissent précisément, dans leur cohérence globale et pour l'essentiel, entre la fin du Moyen Âge et le XIX<sup>e</sup> siècle. L'appropriation privée des moyens de production est certes très ancienne (dans l'empire romain par exemple), mais elle ne débiterait clairement qu'au XII<sup>e</sup> siècle en Angleterre ; elle franchirait un palier décisif avec la révolution des *enclosures* aux XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles. Pour ce qui est de la liberté de marché, elle correspond à l'affaiblissement du monopole des guildes et corporations sur l'emploi, monopole qui reculerait significativement aux Pays-Bas au XVII<sup>e</sup> siècle. La technique rationnelle connaîtrait un franchissement de seuil avec les innovations de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle tandis que le droit rationnel (notamment de la propriété) émergerait à la fin du Moyen Âge, mais ne cesserait ensuite de se perfectionner. L'existence de travailleurs libres serait elle aussi stimulée de façon décisive par le mouvement des enclosures, quoique la parfaite mobilité du travail n'apparaisse que dans les années 1830 en Angleterre. Enfin, l'émission de titres de participation dans les entreprises ou de titres de rentes sur les dettes s'instituerait dans les cités-États médiévales, à des fins politiques et militaires, transformant ainsi en négoce l'entrée de l'État en guerre (Casa Di San Gorgio), mais aussi à des fins purement commerciales pour financer des entreprises de minerais et de draperie interurbaines. Elle se développerait véritablement lors des premières spéculations boursières opérées lors de la construction des chemins de fer et du commerce extérieur des céréales et des produits coloniaux au XIX<sup>e</sup> siècle. Terminons cette revue des conditions weberiennes du capitalisme en précisant que le compte de capital, au sens technique de ce terme, apparaîtrait de façon décisive au début du XVII<sup>e</sup> siècle aux Pays-Bas (sur la base, il est vrai, d'avancées préalables dans les cités italiennes du Moyen Âge).

Si l'arrivée à maturité du capitalisme ne se produit qu'en Occident, c'est à son « évolution culturelle singulière » (le processus de rationalisation de l'État, du droit, de la science, de la religion, de la technique, de l'économie, des arts) que celui-ci le doit ; et plus fondamentalement, au fait que celle-ci ait été portée et déterminée par la spécificité institutionnelle et historique de certaines villes occidentales. Ces dernières sont les seules en effet à avoir pu bénéficier d'une forme conjointe de souveraineté et de citoyenneté : elles doivent ces privilèges « bourgeois » à leur association en tant que « collectivités communales » au sein de conjurations interurbaines destinées à organiser leur défense et assistance militaire réciproque, et par-là à assurer leur autonomie politique vis-à-vis des grands empires. Weber soutient ainsi que la séparation des moyens de production des producteurs directs est tout aussi importante dans l'histoire que la séparation des combattants

des moyens qu'ils ont de faire la guerre : la souveraineté des cités-États occidentales s'enracine en effet dans l'auto-formation et l'auto-équipement militaire des citoyens. Or, si les villes indiennes et chinoises ont pu connaître à leurs débuts un développement similaire, celui-ci fut rapidement balayé par l'ascension de grands empires, provoquée par la « nécessité de l'irrigation réglementée ». C'est pourquoi la différence réside dans la façon dont les villes ont perdu à la fois leur souveraineté militaire, judiciaire et industrielle : en Orient, en s'incorporant à des empires sans pouvoir adosser leurs pratiques capitalistes aux pratiques gouvernementales d'États rivaux et concurrents ; en Europe, en tombant sous la coupe d'États-nations en construction et en lutte les uns avec les autres « pour l'hégémonie ». Pour Weber [1991, p. 356] : « Cette lutte de rivalité ouvrit au capitalisme occidental des temps modernes les possibilités les plus grandes. Chaque État séparément devait se mettre en lice face à un capital, libre dans ses mouvements, qui lui dictait les conditions sous lesquelles il l'aiderait dans sa lutte pour le pouvoir. De cette alliance contrainte et forcée entre l'État et le capital naquirent les bourgeoisies nationales. C'est donc l'État national fermé qui garantit au capitalisme les possibilités de sa pérennité et tant qu'il n'aura pas fait place à un empire, le capitalisme perdurera lui aussi. »

#### *Braudel et les trois étages de la maison-monde*

Pour analyser la période entre xv<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècle, Braudel dessine une « maison monde » à trois niveaux : au rez-de-chaussée, l'économie domestique et non marchande ; le premier étage abrite les échanges quotidiens du marché, les trafics à courte distance mais aussi certains échanges lointains et néanmoins transparents ; au dernier étage, une sphère capitaliste, que Braudel nomme « contre marché », se caractérise en revanche par l'absence de transparence. Le capitalisme désigne en effet, paradoxalement, « des activités qui s'avèrent différentes de l'économie de marché » [1985, p. 49]. Il repose sur « une économie de marché vigoureuse », appuyée sur une croissance démographique, mais n'apparaît que lorsque le marchand cherche à contourner les marchés réglementés [1989, t. 2, p. 535]. Braudel relativise ici le lien établi par Sombart et Weber entre rationalité et capitalisme : « il y a *des* rationalités, celle de la concurrence libre en est une, celle du monopole, de la spéculation et de la puissance en est une autre » [1979, t. 2, p. 514]. Les marchands achètent directement chez les producteurs, parfois à l'avance. Ce type de vente se déroule aussi en marge du lieu de marché officiel. « De longues chaînes marchandes se tendent ainsi entre production et consommation », que leur efficacité impose [1985, p. 58]. Et plus ces chaînes s'allongent, plus elles échappent aux règles et aux contrôles, plus le processus capitaliste émerge clairement. En ce sens,



il s'oppose dès l'origine aux autorités et naît de cette opposition. En instaurant une déréglementation de fait des marchés, en poussant aussi à marchandiser terre et travail, l'état d'esprit capitaliste serait un acteur majeur dans la progression de l'autorégulation marchande, elle-même fondée sur l'essor du commerce au loin – autre condition à l'essor du capitalisme, « passage obligatoire à un plan supérieur du profit » [1989, t. 2, p. 535]. Ce commerce, qui concerne une « oligarchie » de gros négociants, s'accompagne de pratiques monopolistiques et de l'essor des techniques de la monnaie et du crédit. S'il souligne avec raison les innovations européennes (apparition d'un marché de la lettre de change, instrument cependant hérité du monde musulman ; création des premières Bourses, puis de Banques centrales), Braudel livre d'abord un bilan eurocentrique des situations chinoises et indiennes [1989, t. 1, p. 395 *sq.*], pour reconnaître finalement : « De l'Égypte au Japon, des capitalistes, des rentiers du négoce, de gros marchands, des milliers d'exécutants, des commissionnaires, des courtiers, des changeurs, des banquiers. Et du point de vue des outils, des possibilités ou garanties de l'échange, aucun de ces groupes de marchands ne le cède à leurs homologues d'Occident. » [1989, t. 3, p. 419].

En Europe, le capitalisme émergerait dès le XIII<sup>e</sup> siècle dans des « archipels de villes » interconnectées, et plus particulièrement dans des cités-États italiennes qui se glissent entre les économies dominantes en alliant violence et commerce. Les négociants y disposent d'une multitude d'avantages : supériorité de l'information, de l'intelligence, capacité de jouer sur les monnaies métalliques, d'augmenter leur capital par des prêts mutuels, absence de spécialisation et souplesse dans le réinvestissement vers les activités les plus rentables. S'ils ne constituent pas toujours des monopoles durables, ces négociants « internationalisés » ont toujours les moyens de supplanter la concurrence. Les États-pays laissent faire dans la mesure où ils trouvent leur intérêt à l'existence de ce négoce, tandis que dans les villes autonomes et les cités-États, une symbiose se fait jour entre pouvoir politique et marchands. L'« invention » de l'Amérique par l'Europe, appuyée sur l'esclavage et la traite africaine, représente une étape nouvelle dans la construction du capitalisme européen, par les ressources et les débouchés qu'elle procure (métaux précieux, largement redirigés vers l'Inde et la Chine, sucre des plantations...) ; elle favorise la création de marchés nationaux – achevée au XVIII<sup>e</sup> siècle, en Angleterre d'abord – préalable à l'expansion de l'« économie mondiale européenne » lors de la « révolution commerciale » du XVIII<sup>e</sup> siècle puis de la Révolution industrielle [1989, t. 3, p. 237, 497].

L'expansion des réseaux joue un rôle structurant dans ce que Braudel nomme « économie-monde », espace hiérarchisé « économiquement autonome, [...] auquel ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique » [1979, t. 3, p. 12]. Ces réseaux d'échanges divergent



et convergent tous vers un même *centre* de gravité hégémonique (un pôle urbain cosmopolite au cœur d'un archipel de villes où se pratiquent les plus hauts prix et salaires), lieu où s'accumulent richesses, biens de luxe, sciences et hautes technologies, arts et savoirs lettrés ; tandis qu'à leurs confins, dans l'entre-deux de leur quadrillage réticulaire, se développent des zones plus ou moins déconnectées et isolées (*périphéries*), faiblement peuplées, peu monétarisées, ni spécialisées, ni urbanisées, et dont la main-d'œuvre est « exploitable et corvéable à merci » (par le servage, l'esclavage, etc.). Entre les nœuds de ces réseaux (le centre) et les extrémités de leurs ramifications (les périphéries), il y a donc la place pour des zones relais intermédiaires (les semi-périphéries), dont le critère d'identification empirique est la présence de « colonies marchandes étrangères ». Ceci n'implique donc pas une distribution exclusive des zones périphériques aux antipodes géographiques du centre. « Toutes les économies-mondes étaient ainsi trouées d'innombrables puits, hors du temps du monde, situées hors des échanges et des mélanges » [Braudel, 1979, p. 39]. Toute économie-monde a ses frontières, qui dépendent pour une part des données géographiques et des techniques de transport.

« Il y a eu des économies-mondes depuis toujours » [*ibid.*, p. 14], et en tout lieu, mais c'est « l'économie-monde européenne [qui] a été le processus matriciel » d'un capitalisme que Braudel voit s'esquisser au Japon, mais échouer en Afrique et dans le reste de l'Asie [1989, t. 2, p. 519 ; t. 3, p. 44, 419, 538, 549]. Associant liberté d'entreprise, production et activités bancaires, les villes européennes ont développé des caractéristiques que ne possédaient pas les villes africaines et asiatiques. Dans les sociétés non européennes, à quelques exceptions près, le poids de l'État limite l'essor de la bourgeoisie et les structures sociales « gênent le destin de la ville » : « la société est prise dans une sorte de cristallisation préalable » [1989, t. 3, p. 462]. « Trois énormes économies-mondes » se sont pourtant développées en « Orient » : d'un côté l'Islam, de l'autre côté la Chine, avec « un jeu de bascule » de part et d'autre d'une Inde en position centrale ; « mais, entre xv<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècle, ne peut-on parler d'une seule super économie-monde qui les engloberait, plus ou moins toutes les trois ? » [1979, t. 3, p. 417].

Des pulsations sont repérables au double niveau de l'espace et du temps. Toute économie-monde est animée de cycles courts et de tendances séculaires affectant l'économie, la politique, la démographie... Braudel reconnaît en outre dans l'évolution du capitalisme des phases d'expansion financière, lors desquelles « l'oligarchie sociale » de la puissance dominante « se retire du négoce actif », préférant investir dans la finance plutôt que dans les activités productives. L'expansion financière d'un cœur favorise et accompagne l'émergence d'autres centres. Ce « gonflement anormal de la banque et du crédit », on l'observe à intervalles réguliers : Florence



vers 1300, Gênes à la fin du xvi<sup>e</sup> et au début du xvii<sup>e</sup> siècle, Amsterdam au xviii<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre dans la première moitié du xx<sup>e</sup> siècle « et les États-Unis aujourd'hui » [1979, t. 3, p. 226, 460].

« Un capitalisme en puissance s'esquisse dès l'aube de la grande histoire », mais avant la Révolution industrielle, faute de rentabilité, seuls quelques secteurs d'activités permettent l'accumulation du capital et son réinvestissement dans la production. À partir du xviii<sup>e</sup> siècle, en revanche, le capital s'investit massivement dans l'agriculture, les transports et l'industrie ; avec les machines à vapeur et l'essor des fabriques au xix<sup>e</sup> siècle, « la grande industrie nous a entourés de toute part ». La Révolution industrielle marque à la fois le « terme d'un long processus » et une « rupture ». « Au travers de cette grande mutation, le capitalisme est resté, pour l'essentiel, semblable à lui-même », progressant de crise en crise, sources à chaque fois d'une « nouvelle donne au profit des plus forts », mais la Révolution industrielle c'est aussi le « miracle » de la croissance continue à partir de 1850, alors que les croissances antérieures se sont toutes heurtées aux « limites du possible ». « Ce qui ne veut pas dire qu'un plafond, un jour, ne se reconstituera pas » [1979, t2, p. 200, 272 ; t. 3, p. 511 *sq.*, 538, 543].

En résumé, il apparaît deux types de rapports entre capitalisme et mondialisation, suivant que l'on adopte une définition stricte ou large de cette dernière. Dans l'acception large, le capitalisme serait, soit un facteur crucial de mondialisation (Braudel), soit au contraire impulsé par la mondialisation ou par l'extension des réseaux d'échanges à l'échelle globale pour ce qui est de son émergence (Marx), soit encore un effet direct, en tant que construction sociale (Weber), des pratiques de rationalisation qui débutent au xvi<sup>e</sup> siècle. En revanche, dans une acception stricte de la mondialisation, celle-ci serait sans doute, et de façon très univoque, un résultat nécessaire du capitalisme puisque les deux seules périodes de mondialisation compatibles avec cette définition stricte sont postérieures à la reconnaissance du capitalisme. On le voit, le débat sémantique est tout sauf inutile et pré-détermine largement les conclusions que la littérature peut adopter quant aux relations entre mondialisation et capitalisme...

### LE MARCHÉ, DESTIN NATUREL OU UTOPIE TOTALITAIRE ?

Au-delà de ces précurseurs de l'Histoire globale qui ont proposé une définition spécifique du capitalisme, il importe de reprendre les liens entre mondialisation et capitalisme à partir de deux autres pionniers majeurs, qui ont fondé leur approche, non sur le concept de capitalisme, mais sur la notion de marché autorégulateur, d'une façon à la fois complémentaire mais aussi profondément antagoniste, Smith et Polanyi.



*Adam Smith et le cours naturel ou rétrograde  
de la marche vers l'opulence*

Smith [1776] est le premier à avoir montré la logique de l'économie de marché et décrit les avantages à attendre d'un libre jeu des intérêts économiques privés, même si dans la *Théorie des sentiments moraux*, il défend l'idée que l'altruisme et le besoin de reconnaissance par autrui sont aussi une motivation élémentaire du comportement humain. Il lui apparaît en effet qu'une société fondée sur la recherche de l'intérêt privé est plus solide, efficace et durable et assurera au mieux la satisfaction des besoins de tous. Il vaut mieux ne pas attendre exclusivement de l'altruisme du boulanger la possibilité d'obtenir un bon pain... En ce sens, la liberté laissée aux intérêts privés est plus le fondement d'une construction sociale raisonnée qu'un impératif de nature même si, dans sa description du caractère auto-régulateur du Marché, Smith tendra à présenter cet ajustement comme l'effet d'une « main invisible » dont on ne saurait se priver. Pour Smith, le Marché est avant tout un « instrument de gouvernement », au service de la puissance de l'État et du niveau de vie de sa population : seul « un État fort peut créer et reproduire les conditions d'existence du Marché, réguler ses opérations et intervenir activement pour corriger ou contrecarrer ses effets indésirables » [Arrighi, 2007, p. 43].

Smith tire en effet deux leçons de l'histoire mondiale depuis les grandes découvertes : le développement du commerce et de l'industrie a eu pour conséquence de déplacer l'origine du pouvoir politique, du monopole des moyens de la violence à celui des richesses ; par ailleurs, une force militaire supérieure a donné un avantage déterminant aux nations dans leur course à l'enrichissement. Ainsi, les trajectoires respectives de l'Occident et de l'Orient (principalement l'Asie du Sud), ne serait la supériorité militaire des premiers, auraient dû converger vers une égalisation par le haut des puissances et richesses respectives de leurs nations au sein d'un seul et même marché mondial unifié, à la suite de l'élargissement et de l'intensification de leurs échanges économiques [*ibid.*, t. 2, p. 141]. Elles auraient dû en effet suivre un cercle vertueux de développement, où la taille et l'extension des marchés entraînent la division du travail (source de gains de productivité, de spécialisation productive, d'économies d'échelle et de croissance), qui, à son tour, multiplie les possibilités d'échanges (donc la taille et l'extension des marchés).

La division du travail peut être ainsi interne à l'entreprise, à l'image de sa fameuse description de la manufacture d'épingles. À l'intérieur de celle-ci, la répartition des tâches entre les ouvrières permet une plus grande habileté de chacune, une économie de temps et des innovations techniques éventuelles. Mais elle est aussi externe à l'entreprise et le gain de

productivité résulte alors de la spécialisation de producteurs indépendants : la « recherche-développement » d'une part, et les fabricants de biens de consommation intermédiaire d'autre part sont ainsi les fers de lance des progrès techniques à venir [*ibid.*, p. 304]. Quant à l'étendue du marché, si elle augmente avec la liberté de commercer à l'intérieur d'une nation, elle est évidemment accrue par le commerce extérieur qui devient alors une source majeure de la division du travail. Pour Smith, grâce au commerce étranger, les pays donnent « une valeur à leur superflu en l'échangeant contre quelque chose d'autre qui peut satisfaire une partie de leurs besoins [...] ». De cette façon l'étroitesse du marché intérieur n'empêche pas la division du travail dans toutes les branches des arts ou de l'artisanat et de l'industrie d'atteindre sa perfection la plus haute » [*ibid.*, p. 459].

Ce cercle vertueux des nations dure néanmoins jusqu'à ce que celles-ci atteignent un « état stationnaire », c'est-à-dire un seuil maximal de densité démographique et d'accumulation du capital, au-delà duquel les détenteurs de capitaux n'ont plus intérêt à investir les sphères de production et de commerce localement existantes, sous peine d'obtenir des profits insuffisants, principalement à cause de la pression concurrentielle des autres entrepreneurs [*ibid.*, t. 1, p. 375-378] : la seule solution est alors de partir à la conquête de nouvelles parts de marché (*channels of trade*), si possible garanties et protégées de la concurrence par des ententes privées ou des interventions gouvernementales, n'hésitant pas à recourir à la force [*ibid.*, t. 1, p. 128].

Smith affirme finalement deux choses. En premier lieu, le commerce extérieur permet l'écoulement des productions excédentaires qui naissent des limitations du marché intérieur : ce commerce permet de lever les blocages internes au développement des nations. Ensuite, l'idée que le commerce extérieur, en augmentant leur « puissance productive », permet l'acquisition d'avantages non naturels dans l'échange. L'acquisition de ces avantages ne concerne cependant que « les arts, l'artisanat et l'industrie », car la division du travail concerne peu l'agriculture [*ibid.*, t. 1, p. 12]. Le commerce extérieur est donc bien un facteur clé du développement économique. Seulement, cette politique commerciale peut s'intégrer à deux trajectoires diamétralement opposées, en fonction du degré de militarisation des échanges. Soit en effet le commerce est utilisé politiquement pour provoquer des changements institutionnels majeurs parallèles à la croissance recherchée, soit il sert économiquement à exploiter au maximum le potentiel de croissance d'institutions déjà établies. Pour Smith [*ibid.*, t. 1, p. 405-406], la Hollande est ainsi le prototype de cette première trajectoire, au cours artificiel et rétrograde (*unnatural and retrograde*) : les villes utilisent alors le commerce extérieur imposé pour entraîner l'émergence des manufactures, qui, ensemble, stimulent à leur tour les principales transformations de l'agri-

culture. À l'inverse, la Chine est le prototype de la seconde trajectoire, du « progrès naturel vers l'opulence », virtuellement présent dans toute nation acceptant la libéralisation des échanges : le capital y est d'abord affecté à l'agriculture, puis aux manufactures et enfin au commerce international, assurant ainsi l'enrichissement progressif du pays et des villes. L'expansion de la production agricole crée ainsi une demande d'investissement dans les manufactures, et ces deux secteurs génèrent un surplus de biens échangés à l'extérieur pour des biens de plus grande valeur (avantages comparatifs), l'expansion du Marché assurant alors de nouvelles sources de profit en fonction alors de la compétitivité des économies nationales. Polanyi se situe à l'opposé de cette fascination éprouvée par Smith envers l'efficacité du Marché libre et concurrentiel et s'attache à lui ôter tout caractère naturel en le désignant comme une construction sociale.

*Polanyi, l'économie enchâssée et le Marché déchaîné*

Polanyi [1957] définit ainsi l'économie comme un « processus institué », c'est-à-dire un ensemble d'activités assurant les « mouvements physiques » des biens entre les agents sociaux. Dans ce processus, l'essentiel est de repérer qui fait circuler les biens et qui se les approprie. Trois schèmes d'intégration sont ainsi distingués : la *réciprocité* décrit les mouvements entre des groupes symétriquement opposés ; la *redistribution* précise comment un centre s'approprie les biens, les stocke et les répartit parmi la population ; l'*échange* se réfère à des mouvements entre agents indépendants qui, soit fixent un prix administré, soit sont eux-mêmes influencés par un prix négocié. Ces trois schèmes peuvent opérer côte à côte dans toute société. Néanmoins l'un d'entre eux vient à prédominer s'il assure exclusivement la circulation de la terre, de la nourriture, de la monnaie et de la force de travail. Or les institutions propres à la symétrie et à la centralité assument des fonctions multiples au-delà de leurs fonctions de mise en circulation des « biens ». À l'inverse le marché est voué tout entier à rendre cette fonction plus efficiente. Si donc centralité et symétrie peuvent garder un sens hors de la sphère de la circulation, le marché en est incapable. En conséquence il aura une tendance irrépressible à subordonner les autres institutions à ses objectifs [Polanyi, 1983, p. 87-88].

Polanyi insiste sur le fait que le commerce n'implique pas forcément le marché, tout comme l'usage de la monnaie ne suppose pas forcément l'institution du commerce et du marché. Il faut pour lui distinguer plusieurs formes de commerce (*gift, administered and market trade*), selon ce qu'il représente pour les commerçants (une occupation statutaire, une occasion de profit) et la façon dont il est intégré. Par exemple, le commerce administré, typique des *ports of trade*, s'il repose sur l'échange, vise la redistribution

pour au moins un des deux partenaires. Il est alors très encadré par la loi, ne tolérant pas le marchandage des prix.

Il faut de surcroît comparer les différents usages de la monnaie (moyen de paiement, étalon de mesure, moyen d'échange différé donc réserve de valeur). Seul le premier est en effet commun à l'ensemble des sociétés (le prix du sang, de la fiancée et des amendes rituelles pour les sociétés primitives, les taxes, impôts, tributs et charges coutumières pour les sociétés archaïques, le « solde de tout compte » pour les sociétés modernes). Seul le dernier implique, pour Polanyi, l'existence du Marché.

Il faut enfin pouvoir repérer les éléments constitutifs de ce Marché (le nombre et l'indépendance des acheteurs et vendeurs, la fluctuation des prix, la compétition, le risque), seuls à même de différencier l'échange administré de l'échange marchand.

La thèse de Polanyi est que le processus de désencastrement de l'économie et son autonomisation par rapport à la sphère politique sont concomitants de l'émergence du Marché : l'échange marchand apparaîtrait pour la première fois en Ionie et en Grèce dès 650 av. J.-C. [*ibid.*, p. 26]<sup>8</sup>, tandis que le système de marchés autorégulateurs, intégrant l'ensemble des secteurs d'activité et des facteurs de production, serait une invention du XIX<sup>e</sup> siècle née de la Révolution industrielle. Suite à cette institutionnalisation du Marché, Polanyi [1983] souligne la « grande transformation » de l'entre-deux guerres, à l'origine des totalitarismes du XX<sup>e</sup> siècle, en raison du vaste mouvement d'autoprotection des sociétés ayant suivi à partir de 1870 la crise du Marché autorégulateur, mais aussi à cause du caractère utopique et destructeur de cette « marchandisation fictive » des trois piliers sur lesquels reposent les fondations de toute société : à savoir, la terre (et ses ressources naturelles), l'être humain (et sa force de travail) et la monnaie (et la souveraineté d'un collectif). Peut-on, interroge Polanyi, « subordonner aux lois du marché la substance de la société elle-même » ? L'histoire montre que non. Marchandisez le travail humain, rendez-le indépendant de ses fruits et dépendant des caprices du marché de l'emploi, séparez-le « des autres activités de la vie », anéantissez « toutes les formes organiques de l'existence », liquidez « les organisations non contractuelles fondées sur la parenté, le voisinage, le métier, la religion » [1983, p. 220],

8. La place du secteur privé et des marchés dans les sociétés archaïques a été depuis réévaluée, de même que la prédominance de la redistribution en leur sein. Pour les « modernistes » [Silver, 1995], la recherche rationnelle du profit, les investissements productifs et la fluctuation des prix sont pour certains types de biens amplement documentés. Ainsi, les colonies assyriennes en Anatolie, au début du 2<sup>e</sup> millénaire av. J.-C., témoignent d'un commerce animé par des firmes privées, avec des entrepreneurs à la recherche de profit et de rentes de monopole [Veenhof, 1987, 1999]. Il est peu probable cependant que le caractère pleinement régulateur du Marché soit alors nettement affirmé en raison de l'absence de réels marchés de l'emploi et de marchés monétaires et financiers.

et l'appel pressant pour une protection sociale prendra des allures révolutionnaires. Marchandisez la terre, brisez ses liens avec les groupes qui en vivent ou qui y sont nés, et le conservatisme foncier deviendra l'une des plus puissantes forces politiques réactionnaires (à l'image de la résistance des Tudor en Angleterre au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle). Autrement dit, le contresens que constitue la marchandisation du travail et de la terre nécessitera toujours un correctif absolument incontournable du point de vue de la pérennité de l'accumulation capitaliste. Des économistes contemporains [Aglietta & Orléan, 1982, 1998, 2002] ont démontré d'ailleurs qu'il en était de même pour la monnaie, indissociable de la souveraineté politique d'une nation. Seul un ré-encastrement partiel de ces marchandises fictives est à même de redonner des marges de manœuvre à leur exploitation ; le Marché est bien alors une utopie récurrente.

L'Histoire globale se retrouve ainsi attentive à la fois à cette capacité (chère à Smith) de développement économique à travers le marché mondial ou le commerce maritime, et à cette transformation des sociétés (strictement polanyienne) dans le sens d'un désencastrement des mouvements des biens et des personnes, lui-même souvent freiné ou infléchi par les pouvoirs existants. La façon néanmoins dont elle conceptualise ces rapports entre Marché, développement, mondialisation et capitalisme, s'exprime différemment dans ses principales écoles de pensée.

### LES TROIS COURANTS EN HISTOIRE GLOBALE

#### *Le courant d'influence néoclassique et l'histoire néo-institutionnaliste*

La première école historique adopte, pour l'essentiel, les hypothèses économiques néoclassiques de rationalité procédurale des agents, de mise en équilibre d'un ensemble de marchés par le jeu des prix, d'optimalité de cet équilibre général. Elle prend donc appui sur la posture adoptée par Menger dans la « querelle des méthodes », laquelle subordonne l'analyse concrète des « faits historiques » à la vérification de certaines lois économiques, supposées universelles (car fondées sur le comportement rationnel) et indépendantes de leur contexte temporel. Par exemple, la mise en concurrence internationale consécutive à une libéralisation des échanges est censée, par le jeu même des marchés, aboutir à une certaine convergence des prix des biens et prix relatifs des facteurs entre nations : c'est donc en l'occurrence la réalisation de cette convergence qui constituera l'objet même de l'analyse historique, quelle que soit l'époque de sa mise en œuvre éventuelle.

L'approche néoclassique de l'histoire économique n'en reste pas pour autant à ces principes immédiats. Les travaux récents de O'Rourke et Williamson [1999] sur l'histoire de la mondialisation ou encore ceux de Findlay et O'Rourke [2007] sur l'histoire commerciale depuis l'an mil, l'infléchissent vers une prise en compte des éléments historiques concrets et des luttes sociales qui, soit surdéterminent cette convergence, soit viennent la remettre en cause. De même, les apports de North [1981] ou de Greif [2006] montrent comment les comportements rationnels s'incarnent à travers des institutions (censées résoudre des problèmes de coordination non surmontables par le seul marché) et débouchent sur une théorie du changement institutionnel utilisable en Histoire globale. Dans la mesure où les thèses de ces auteurs n'ont pas été invitées à s'exprimer dans cet ouvrage, il s'agira ici de les présenter en donnant les raisons de leur marginalisation par rapport aux deux autres courants.

Le premier groupe de travaux relève de l'Histoire globale en ce qu'il prétend réaliser une histoire économique des processus de mondialisation. Il s'intéresse donc aux mondialisations récentes, conçues comme phénomènes d'intégration économique et financière. Il utilise en particulier les théorèmes de Heckscher-Ohlin et Samuelson montrant que la libéralisation du commerce mondial et la spécialisation en fonction des avantages propres sont sources d'une tendance à l'égalisation internationale des prix des biens comme du prix relatif des facteurs de production (c'est-à-dire par exemple du rapport entre taux de profit et taux de salaire). Sous conditions, Samuelson conclut même à l'égalisation internationale à terme du prix relatif des facteurs entre les partenaires commerciaux. Cette égalisation serait alternativement obtenue par les mouvements de ces mêmes facteurs, des hommes comme des capitaux, qui se substitueraient aux flux des marchandises en cas de protectionnisme.

Dans ces analyses, c'est l'intérêt supposé bien compris des différentes économies nationales qui doit les pousser à instituer des relations marchandes entre elles et à créer le marché mondial. Par extension de ce type d'approche, la convergence internationale des taux d'intérêt est aussi analysée comme conséquence de la libéralisation des mouvements de capitaux [Obstfeld et Taylor, 2004].

Ces auteurs restent silencieux sur les nombreuses hypothèses théoriques qui permettraient au commerce de réaliser concrètement l'égalisation internationale des prix relatifs des facteurs. Ils insistent cependant sur le fait que les travaux empiriques montrent que la convergence relative des prix des biens est, entre 1860 et 1914, plus due à la spectaculaire baisse des coûts de transport qu'à la libéralisation commerciale. Mais la réalisation d'une convergence internationale relative en matière de salaires ne signifie pas pour autant une convergence des PIB par habitant, les évolutions autonomes

de la croissance et de la démographie jouant évidemment leur rôle. Plus important, réduire la mondialisation à la convergence, n'est-ce pas d'abord prendre l'effet pour le phénomène lui-même, considérer le résultat comme l'essence du processus de mondialisation ? Or, ce processus outrepassa historiquement la simple libéralisation des mouvements de biens et de facteurs. Dans la première comme dans la seconde mondialisation, ce sont aussi et surtout de nouvelles stratégies extérieures qui sont inventées par les firmes dominantes. Ce sont aussi des reconfigurations dans les positions relatives de pouvoir et dans l'identité de la puissance hégémonique. Ce sont enfin des innovations, parfois radicales, dans les régulations internationales. Le concept de mondialisation est donc très appauvri dans l'analyse centrée sur la convergence.

Du point de vue des sciences sociales, cette approche confère trop d'importance à la loi au détriment des faits singuliers, en l'occurrence des stratégies d'acteurs et des connivences ou des reconfigurations de pouvoir entre États et forces de marché. La construction de l'objet de connaissance est donc ici solidaire d'un parti pris épistémologique, pour lequel le réel se limite aux conséquences observables d'une loi et qui pose comme accidents tout ce qui ne relève pas de la problématique théorique envisagée.

Weber a montré que la construction de l'objet d'étude se réalise notamment en fonction de la capacité de certains faits stylisés à constituer des « moyens de connaissance », c'est-à-dire des idéaltypes. Mais il nous met aussitôt en garde. Un tel concept n'est nullement le but de la connaissance et ne sert que de référence idéale afin de mesurer les écarts du réel au concept. Pour lui, « rien n'est sans doute plus dangereux que la confusion entre théorie et histoire, dont la source se trouve dans les préjugés naturalistes. Elle se présente sous diverses formes : tantôt on croit fixer dans ces tableaux théoriques et conceptuels le « véritable » contenu ou « l'essence » de la réalité historique, tantôt on les utilise comme une sorte de lit de Procuste dans lequel on introduira de force l'histoire, tantôt on hypostasie même les « idées » pour en faire la « vraie » réalité se profilant derrière le flux des événements ou les « forces » réelles qui se sont accomplies dans l'histoire » [Weber, 1992, p. 178].

Ce type de dérive évoqué par Weber est patent dans les travaux d'O'Rourke et Williamson : en identifiant mondialisation et convergence, on assimile le phénomène historique à expliquer (la mondialisation) aux conséquences de la seule libéralisation, à savoir la convergence. Il y a donc d'emblée hypostasie de l'idéaltype (la libre concurrence et ses effets) pour en faire une force majeure s'accomplissant dans l'histoire. On reste alors dans la confirmation de la cohérence interne de l'idéaltype. On ajoute simplement le constat que ces conditions se matérialisent à une époque donnée, ce qui relève de la pure description. On approfondit alors la théorie

économique, mais on ne fait pas d'histoire... Si le travail des historiens d'une mondialisation assimilée à une pure convergence pose problème, qu'en est-il des célèbres thèses néo-institutionnalistes et de leur application en Histoire globale ?

Au plan théorique, c'est l'approche de North qui a marqué l'histoire économique, notamment parce qu'elle lie les développements de l'État et du Marché à travers la création et la transformation des institutions. Celles-ci sont définies en général comme « des règles, des procédures de mise en conformité et des normes éthiques de comportement, conçues pour contraindre le comportement des individus, dans le but de maximiser la richesse ou l'utilité de ceux qui sont en position de principal » [North, 1981, p. 201-202]. Le « principal » (entrepreneur, consommateur, etc.) est un détenteur de droits (par exemple de propriété) qui délègue par contrat à certains agents une autonomie relative pour agir dans son intérêt. Les règles, procédures et normes seraient donc créées pour s'assurer que l'agent agit en conformité avec ce que le principal l'enjoint de réaliser.

Cette approche analyse alors comment se constituent des systèmes indissociablement économiques et politiques. « Les règles constitutives de ces systèmes auraient pour objectif de maximiser l'utilité des dirigeants en spécifiant parallèlement la structure des droits de propriété et du contrôle sur la coercition » [*ibid.*]. Ceci serait réalisé en spécifiant un mode de distribution de la richesse et du revenu d'une part, en élaborant un dispositif de protection (lié au niveau de la technologie militaire) dans un univers interétatique conflictuel d'autre part, en établissant un cadre de règles opérationnelles destinées à diminuer les coûts de transaction<sup>9</sup> dans l'économie enfin. L'utilité des dirigeants serait alors d'autant plus grande que les coûts d'opportunité des individus en situation de principal (c'est-à-dire le manque à gagner, pour eux, à ne pas entreprendre), diminués des coûts d'agence liés à la bureaucratie, seraient élevés. Cette utilité des dirigeants est donc assimilée ici à une certaine mesure de l'efficacité économique de l'État (efficacité supposée rentable pour les dirigeants). Et c'est donc bien l'État qui, en fournissant un cadre de mise en application des règles (fonction propre de la bureaucratie) et en promulguant certains codes de conduite, conditionnerait les relations contractuelles sous-jacentes à l'organisation économique. Ces contrats constitueraient alors la réponse des agents, face aux règles imposées par l'État, pour continuer à minimiser les coûts de transaction entre eux. Par exemple, dans une société où le niveau technologique déterminerait des

9. À un niveau fonctionnel, ces coûts de transaction sont constitués par toutes les dépenses liées à une opération contractuelle, autres que les montants payés directement aux vendeurs : frais de recherche d'information, de négociation, de conclusion des contrats en amont ; dépenses de coordination ou de gestion des contentieux en aval.

gains potentiels à se spécialiser, l'économie serait amenée à multiplier les détours de production et à diviser les tâches entre producteurs séparés. Devant la montée des coûts de transaction alors encourus, l'échange entre ces producteurs séparés pourrait être remplacé par une certaine organisation hiérarchique (par exemple la manufacture ou encore le « *putting-out system* »). Mais cette substitution obligerait l'État à organiser les facteurs de production : la décision de le faire serait alors déterminée par les gains nets à en attendre pour les dirigeants. Autrement dit les structures fondamentales de l'économie, appelées *in fine* par le changement technologique, ne se développeraient pas si les élites étatiques n'y trouvaient pas aussi leur intérêt.

Cette approche théorise certains acquis de l'Histoire globale : dans le cadre exogène de la dynamique smithienne permise par l'essor extérieur du xvi<sup>e</sup> siècle, l'État serait l'artisan de la mise en place (ou de la légitimation) de droits de propriété plus formels, dans la mesure où les dirigeants y auraient le même intérêt que les « principaux ». Cet intérêt commun serait bien constaté à Venise ou Amsterdam, où marchands et politiques ne font qu'un, et se constituerait progressivement en Angleterre au xvii<sup>e</sup> siècle. Ultérieurement, dans le cadre des règles édictées par le pouvoir, les agents économiques entreraient dans des contrats destinés à minimiser les coûts de transaction entre eux : *commenda* et *colleganza vénitienne*, perfectionnement de la lettre de change dans les cités-États italiennes, marché libre du travail aux Pays-Bas au xvii<sup>e</sup> siècle...

Cette approche recèle néanmoins plusieurs défauts. En premier lieu, elle ne peut vraiment rendre compte, selon Greif, que des changements institutionnels provenant d'une source exogène (démographique, technologique, géographique) : aucun changement institutionnel endogène n'est véritablement envisageable. Ceci résulte fondamentalement d'une approche des institutions comme règles de comportement : « dans les situations où les institutions déterminent le comportement, les croyances motivent ce dernier tandis que l'observation des comportements effectifs confirme la pertinence des croyances » [Greif, 2006, p. 158]. Dans cette logique spéculaire, on ne voit pas comment, confortées par l'observation mutuelle des comportements, les institutions se modifieraient (sauf en présence d'un choc exogène). Mais par ailleurs, cette approche suppose aussi une harmonie non démontrée entre les gains des agents économiques en position de principal et ceux des dirigeants politiques, ce qui n'est pas le cas général. Elle pose aussi l'État et les dirigeants en purs instruments des principaux, ce qui est historiquement problématique. Enfin et surtout, en concevant les institutions comme des réponses purement fonctionnelles à des problèmes de maximisation économique, la vision de North apparaît sociologiquement limitée.

Elle n'en demeure pas moins, en pratique, une remarquable machine à penser le changement institutionnel dans l'histoire économique traditionnelle, en se fondant sur la tendance, supposée universelle, à minimiser les coûts de transaction. Il en serait ainsi dès les premières civilisations qui, à l'aube du néolithique, s'adonnaient encore à la cueillette et à la chasse. L'agriculture naîtrait d'un souci de minimiser les efforts nécessaires à la recherche de la subsistance dans un milieu où la croissance démographique rendrait ces activités de plus en plus « coûteuses » [North, 1981, p. 72-89]. L'extension de l'espace conquis et cultivé serait pour sa part le fruit de rendements décroissants de l'agriculture, dans un contexte de croissance démographique, rendements qui, par leur faiblesse, justifieraient les coûts liés à la colonisation extérieure, par exemple la colonisation grecque ou phénicienne au début du premier millénaire av. J.-C. [*ibid.*, p. 110]. Parallèlement, ce serait « l'amélioration de l'organisation de l'État qui conduirait à la réduction des coûts de transaction, la spécialisation régionale et l'élargissement des marchés » [*ibid.*]. L'institution étatique serait donc conçue comme essentiellement fonctionnelle, notamment en garantissant les droits de propriété nécessaires à l'agriculture et au commerce. Quant au commerce « international », il résulterait d'abord des complémentarités naturelles entre économies. Mais par ailleurs la diffusion de la technologie, en permettant de produire des biens relativement standardisés et à coût inférieur, dans les espaces périphériques, autoriserait une concurrence vis-à-vis du centre [*ibid.*, p. 119], laquelle s'observerait autant dans les premiers siècles de l'empire romain qu'aujourd'hui...

L'approche par les « coûts de transaction » (ici entendus au sens large) apparaît donc douée d'une étonnante capacité explicative immédiate en ce qui concerne la genèse des institutions économiques que sont le marché, l'État, voire la colonisation ou les échanges internationaux. Cette analyse est aussi pertinente pour expliquer les phénomènes contemporains de mondialisation des firmes. Pour Williamson [1975] cette transnationalisation est entre autres destinée à « internaliser » les coûts des transactions internationales propres aux firmes. La dynamique en jeu dans ce processus de transnationalisation ne serait donc pas fondamentalement différente de celle par laquelle agriculture, marchés, et États auraient émergé dans l'Antiquité. Ainsi serait mise en évidence une continuité logique entre les premiers pas de l'économie et son aboutissement dans la mondialisation présente...

Greif [2006] ne réduit pas, comme North, les institutions à des règles, procédures de mises en conformité et normes, mais leur ajoute les croyances nécessaires à l'application des règles, croyances qui motivent les individus à les adopter et sont fondées, à leur tour, sur des organisations, notamment répressives, mais pas nécessairement étatiques. Ce sont précisément ces

organisations que Greif étudie, par exemple celles propres aux diasporas commerçantes en s'appuyant sur le cas des Maghribi, marchands juifs établis au Caire et opérant au XI<sup>e</sup> siècle en Méditerranée. Ceux-ci achetaient et vendaient hors d'Égypte grâce à des agents de leur communauté, qu'ils appointaient sur la base des informations données par les membres de leur réseau commercial. Ayant entre leurs mains une partie du capital de leur mandant, ces agents pouvaient évidemment adopter un comportement malhonnête ou risqué. Les membres du réseau s'engageaient donc à donner toute information utile, à punir les agents déviants en les « débauchant », à ne pas embaucher d'agent déjà répudié par un autre membre du groupe. Dans ce cadre, le souci de leur réputation semble avoir été crucial, sinon vital, pour les agents. Inversement la menace ne pouvait être crédible que si les marchands avaient une claire connaissance commune de ce que les agents ne devaient pas faire (dans le cas contraire les discussions pour interpréter un cas auraient encouragé les comportements opportunistes). Greif montre bien que cette connaissance, d'ordre culturel, de l'« économiquement correct », se substituait avantageusement à toute loi des affaires fondée sur une autorité, dans une situation où les distances interdisaient une intervention rapide de cette dernière. La diaspora fonctionnait donc comme « institution fondée sur la réputation », en dehors de toute loi exogène. Greif en analyse formellement la solidité en montrant que la punition communautaire était inéluctable et « auto-renforçante », un marchand allant vraisemblablement « punir » (en ne le recrutant pas) un agent tricheur qui ne l'aurait pas lésé.

Le concept d'institution posé par Greif permet donc une application féconde à des objets traditionnels de l'Histoire globale (diasporas, cités-États...). Mais les outils ainsi forgés n'ont qu'une utilisation microéconomique et rendent difficilement compte de l'articulation entre Histoire globale, mondialisations et capitalisme... À ce titre, les deux autres courants semblent beaucoup plus féconds.

#### *Le courant d'influence classique et l'école de Californie*

Un même horizon problématique sous-tend cette approche développée à l'origine par des universitaires californiens se positionnant comme non-eurocentriques : rendre intelligible la participation différenciée de l'Occident et de l'Orient au développement mondial, et pour cela comparer l'ensemble des effets historiques des dynamiques smithiennes centrées sur la spécialisation régionale et l'extension géographique des marchés. Certains ont pour cela cherché à comprendre comment l'émergence et l'encouragement d'innovations institutionnelles et technologiques majeures ont été susceptibles de contrecarrer les limites malthusiennes possibles de ces



dynamiques. Pour autant, et c'est ce qui fait l'originalité de cette approche, les éclairages apportés ont emprunté à de multiples registres conceptuels, bien au-delà de cette base classique commune.

Dans la logique du cercle vertueux smithien, accéléré ou contrarié par l'intervention des pouvoirs politiques et religieux, Curtin [1998a] et Bentley [1993, 1996] ont rappelé le rôle crucial du commerce de longue distance dans le développement global des arts, des religions, des sciences et des technologies. Sa capacité à provoquer des changements institutionnels déterminants est liée aux échanges transculturels et à l'évolution des techniques de transport et de communication qui l'accompagnent, mais aussi aux épidémies et aux campagnes missionnaires, impérialistes ou colonialistes suscitées par son expansion. Curtin a ainsi mis en avant la contribution des diasporas commerçantes à l'intégration globale progressive des marchés libres et concurrentiels jusqu'à l'avènement du commerce international de libre-échange au XIX<sup>e</sup> siècle sous l'impérialisme britannique. Ce dernier sonne leur glas en tant que forme institutionnelle dominante du commerce au loin. Il relève par ailleurs une tendance séculaire à la multiplication et à l'élargissement conjoints des zones géographiques de « commerce transculturel œcuménique » [1998a, p. 234], libres d'entrée et cosmopolites, associant pour des entreprises communes des marchands de confessions religieuses distinctes, mais investis de droits équivalents. Ces aires commerciales se déploient à partir des régions centrales qui accueillent les marchands étrangers et fondent des colonies diasporiques à la conquête de nouveaux marchés. Ce type de commerce est selon Curtin le plus performant pour intégrer les sociétés dans un marché global, mais ne se développe bien souvent que parallèlement à l'ascension des grands empires capables d'assurer la paix civile et la « libre » circulation des hommes et des marchandises (à l'exemple des réseaux romain-parthe-han, de la Pax Mongolica ou de l'océan Indien au XV<sup>e</sup> siècle). C'est pourquoi le déclin relatif des puissances politiques s'explique aussi par la reconfiguration des grandes routes commerciales maritimes et terrestres [1998a, p. 121].

Cette idée, que les marchés sont contrecarrés, renforcés ou utilisés au mieux par les gouvernements d'État pour ralentir, accompagner et accélérer, voire dépasser les dynamiques smithiennes, est donc le point de départ de l'ensemble des travaux rattachés à ce courant. Ces derniers visent en effet à illustrer et démontrer deux séries de thèses.

La première est que les régions les plus riches et les plus peuplées du monde avant la Révolution industrielle, par exemple les cœurs de l'Europe occidentale (Grande-Bretagne, Pays-Bas), de la Chine (delta du Yangzi), du Japon (Kantō) et de l'Inde (Gujarat) entre le XVI<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, connaissent des dynamiques de développement très similaires, malgré des structures sociales et des politiques économiques parfois très divergentes [Goldstone,



2008]. Ces régions connaissent ainsi un même type de croissance démographique et économique, des infrastructures, des niveaux de vie et des salaires plus ou moins équivalents, et l'existence de marchés de biens et de facteurs [Pomeranz, 2000]. Elles encouragent une commercialisation de l'agriculture à la productivité périodiquement rehaussée par de nouvelles techniques, une industrialisation de leurs campagnes et un commerce au loin tiré par une consommation de biens de luxe. Elles sont de plus affectées par des cycles de révolutions et de rébellions en phase avec les mouvements des prix agricoles et les invasions étrangères [Goldstone, 1991] voire par un processus cyclique d'intégration territoriale et culturelle doublé d'une centralisation politique et administrative, lié aux changements climatiques et aux compétitions militaires interétatiques – cas de l'Eurasie et de l'Asie du sud-est entre 1450 et 1830 selon Lieberman [1999].

La seconde série de thèses concerne la façon dont ces régions ont pu parfois au cours de l'histoire bifurquer de leur « marche vers l'état stationnaire », et connaître des changements institutionnels majeurs à la suite d'innovations et de progrès techniques ayant repoussé les contraintes malthusiennes de leur développement smithien, inhérentes à leur statut d'*économies organiques* [Wrigley, 1988]. Ces contraintes démographiques et écologiques sont, d'une part, l'ajustement du ratio population/ressources au travers des famines, épidémies, infanticides, avortements et guerres, et d'autre part le renouvellement des terres arables menacées par la déforestation et l'érosion des sols pour l'obtention des quatre nécessités de la vie (nourriture, fibres, combustibles et matériaux de construction). Jones [1988], par exemple, identifie des phases longues de « croissance intensive » dans le califat abbasside (VIII<sup>e</sup>-IX<sup>e</sup>), la Chine des Song (X<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup>), ou bien encore le shogunat des Tokugawa (XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup>). Il caractérise celles-ci par une hausse du revenu par tête et le passage massif de la population active du secteur primaire aux secteurs secondaires et tertiaires. L'urbanisation et la commercialisation se développent ainsi sous la poussée de vagues d'innovations schumpeteriennes entraînant les branches motrices de la production, de la distribution et des transports. L'occurrence de ces phases de croissance est déterminée, selon lui, par le jeu des forces négatives et positives qui, pour les premières, contrecarrent et étouffent la « propension naturelle à l'innovation » des entrepreneurs travaillant partout « pour investir, inventer, innover et améliorer leurs conditions d'existence et sortir de la pauvreté » [1988, p. 185], et qui, pour les secondes, suppriment les institutions contraires à l'extension du Marché et favorables à la recherche de rentes (*rent-seeking*). Ce serait donc pour Jones une synergie des interventions étatiques et des libertés garanties aux marchés et aux entrepreneurs qui seraient à l'origine de ces croissances intensives, initialement recherchées pour assurer la supériorité militaire des États les uns

par rapport aux autres [1988, p. 78, 187]. Epstein [2000] va d'ailleurs en ce sens lorsqu'il démontre que la force motrice à l'origine de l'intégration des marchés européens aux XIII<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles est l'ascension des États souverains centralisés et l'uniformisation des juridictions légales et fiscales facilitant la coordination des agents économiques de par la diminution de leurs coûts de transaction.

Wong [1997, 1999] partage dans une certaine mesure cette focalisation sur les politiques gouvernementales dans son analyse comparative des économies politiques européennes et chinoises pré- et postindustrielles. Mais il rapporte celles-ci aux défis rencontrés par le processus différentiel d'étatisation au regard des révolutions et révoltes qui le scandent. La formation des États-nations européens, contrairement à la Chine confucéenne et communiste, est selon lui inséparable du mercantilisme et du développement du capitalisme commercial et financier (au sens braudelien). Ces derniers ont en effet été favorisés en Europe par la compétition militaire interétatique et les luttes entre dirigeants, aristocraties terriennes, clergés et élites urbaines pour la préservation ou la suppression de leurs privilèges juridiques et fiscaux. Alors que les États européens ont trouvé leur financement en priorité dans les emprunts publics et l'imposition du commerce au loin, l'État chinois s'est appuyé au contraire sur les revenus fiscaux tirés massivement de l'agriculture et des taxes foncières. La société chinoise bénéficiait en effet d'une agriculture mieux commercialisée, grâce aux marchands qui organisaient les réseaux d'échange entre provinces, villes et campagnes et grâce aux grands travaux, greniers d'État et colonisations des terres encadrés par son administration centrale. Ce faisant, elle a connu une expansion continue de la production manufacturière marchande délivrée par la paysannerie. Cette proto-industrialisation chinoise aurait été ainsi victime de son succès entre le XVI<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle et n'aurait pas débouché comme en Europe sur l'exode rural et la prolétarianisation des paysans, protégés en Chine par leur statut de petits propriétaires ou fermiers indépendants.

L'école californienne fait reposer cette proto-industrialisation chinoise, à l'instar du *putting out system* et du *cottage industry* au Japon [Sugihara, 1996], sur une « révolution industrielle » centrée sur les familles et les communautés villageoises. Ces dernières n'ont cessé d'augmenter leur production agricole et textile destinée à la vente en intensifiant leur travail (multiplication du nombre de jours et d'heures œuvrés) et en absorbant toujours plus de main-d'œuvre locale (migrants, femmes et enfants), pour mieux accroître leur consommation de biens marchands [de Vries, 1994]. Ce faisant, le succès de cette proto-industrialisation encouragée par l'État a entraîné le développement de l'Asie orientale jusqu'à ses limites malthusiennes [Wong, 1997, p. 127], en raison notamment de la raréfaction des terres arables, de la baisse continue de la productivité marginale du travail et

du manque d'incitations à introduire du capital technique en remplacement de la main-d'œuvre rurale bon marché — situation du *high equilibrium trap* modélisée par Elvin [1973, 1996]. Comparativement, l'Europe aurait été ainsi mieux préparée à s'adapter aux possibilités d'industrialisation ouvertes par la croissance schumpeterienne du XIX<sup>e</sup> siècle, du fait de ses institutions bancaires et financières, de ses grandes firmes entrepreneuriales, mais aussi en raison de l'importance préférentielle accordée à ses guildes artisanales et manufactures d'État aux dépens du *putting out system* et de l'agriculture pour la promotion des constructions navales et des techniques d'armement [Wong, 1997, p. 149].

Si, pour Wong, la Révolution industrielle n'est ainsi que la conséquence contingente de l'articulation dans un temps très court de grappes d'innovations et d'institutions liées au capitalisme marchand, Epstein, Goldstone et Pomeranz vont plus loin en tentant d'expliquer la nature même de ce processus d'industrialisation et la grande divergence qui en a résulté sur plus de deux siècles. Sugihara [2007] propose de concevoir la diffusion globale de cette industrialisation massive en deux temps. Tout d'abord, il y aurait, d'un côté, la fracture nord-sud et le développement occidental fondé sur des industries intensives en capital et en énergie minérale, économisant toujours plus de travail ; et de l'autre, le développement asiatique, initialement japonais (années 1880), organisé autour des industries intensives en travail, reposant sur l'investissement en capital humain et absorbant toujours plus de main-d'œuvre bon marché dans le sillage des révolutions industrielles passées. Ces deux trajectoires fusionneraient ensuite dans la région Asie-Pacifique à partir des années 1970.

Pour comprendre l'origine de cette industrialisation globale, Epstein [2008] remonte aux guildes artisanales médiévales et attribue à celles-ci un rôle fondamental dans la stimulation et la diffusion du progrès technique en Europe : investissant dans le capital humain et la transmission des savoir-faire, elles ont rendu selon lui possible la spécialisation des marchés du travail interrégionaux grâce à la mobilité géographique de leurs apprentis, et ont contribué aux inventions et innovations en assurant des rentes de monopoles temporaires à leurs créateurs. L'âge d'or néerlandais (1580-1680) aurait vu ainsi non seulement fleurir les guildes, mais de surcroît les aurait trouvées à la pointe de l'innovation technologique dans la construction navale et les moulins à vent, alors secteurs moteurs de la croissance [1998, p. 701]. Pour Goldstone [2000a, 2006, 2008], si l'Europe entre 1700 et 1850 devient à son tour le leader mondial des découvertes scientifiques et du progrès technique, c'est avant tout au milieu social et à la culture d'innovation qu'elle a su susciter en Angleterre et en Écosse qu'elle le doit. Plusieurs processus contingents ont en effet participé de la genèse et de la diffusion de cette culture d'ingénierie : les découvertes au XVI<sup>e</sup> siècle



remettant en cause les vérités religieuses et savantes établies, l'importance prise par les instruments techniques d'observation et d'expérimentation (téléscopes, microscopes, thermomètres, etc.), la mathématisation réussie des observations expérimentales, le climat de tolérance et de pluralisme religieux (l'église anglicane soutient la cause de la science newtonienne), ainsi que l'engouement du public pour une confrontation des idées et des projets des philosophes de la nature, des artisans, des techniciens, des entrepreneurs et des industriels.

Pomeranz [2000] nuance néanmoins ce miracle européen, en rappelant que cette bifurcation majeure dans l'histoire universelle a dépendu avant tout d'un « accident géographique » (la présence dans les sous-sols britanniques de combustibles fossiles – mines de charbon – facilement transportables), et surtout, des rapports de domination et d'exploitation que l'Europe de l'Ouest a su imposer au Nouveau Monde à la faveur d'une conjoncture globale particulièrement avantageuse (la découverte des mines de métaux précieux suivant de peu l'extraction fiscale chinoise en argent). Pomeranz souligne le rôle fondamental joué par le mercantilisme européen dans la périphérisation des Amériques et de l'Afrique, et leur spécialisation dans l'exportation de produits primaires, de matières premières et d'esclaves. Or, l'Europe occidentale n'a pu justement échapper au XIX<sup>e</sup> siècle au « goulot d'étranglement » malthusien de sa dynamique smithienne et sortir ainsi de son « cul-de-sac proto-industriel », contrairement à la Chine, que par son approvisionnement privilégié et continu en produits intensifs en facteur terre (coton, sucre, céréales, bois...), facteur de production qu'elle put économiser grâce au commerce triangulaire. C'est donc fondamentalement la capacité à s'attacher des périphéries éloignées et à les contrôler sur le plan politique et militaire, qui a donné un avantage décisif à l'Occident sur ses rivaux asiatiques. Le commerce au loin des cœurs eurasiatiques avec leurs périphéries – exception faite de l'Europe – n'a jamais pu, en effet, selon lui, imposer sur le long terme ce type d'échange entre le XV<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle, en raison du coût des transports et des stratégies réactives de ces périphéries, ayant une force de travail beaucoup plus libre et plus dispersée qu'en Amérique. Leurs populations ont pu en effet systématiquement se lancer soit dans une révolution industrielle et une proto-industrialisation, ou bien retourner à leur agriculture vivrière lorsque les termes de l'échange leur devenaient trop défavorables. Il a fallu toute la supériorité technologique militaire et le mercantilisme impérial et colonial pour garantir la profitabilité de ce commerce au loin de biens de base avant la révolution moderne des transports et des communications. C'est pourquoi d'ailleurs le Japon attendra le XX<sup>e</sup> siècle pour coloniser Taïwan, la Corée, puis la Chine, afin d'assurer son approvisionnement en produits primaires et en matières premières lors de son industrialisation [Sugihara, 1996].



*Le courant d'influence marxiste : l'analyse système-monde*

C'est à partir des travaux pionniers de la théorie de la dépendance [Prebisch, 1950 ; Baran, 1957 ; Frank, 1970] et de l'École des Annales [Labrousse, 1944 ; Chaunu, 1969 et 1977 ; Braudel, 1949 et 1969] que Wallerstein fonde l'analyse système-monde, dans les années 1970, pour rendre compte de l'origine et du développement du capitalisme à l'échelle mondiale et des inégalités de richesse entre continents. Des premiers, il retient l'idée de rapports entre régions structurés selon le modèle centre/périphérie sur la base d'échanges commerciaux inégaux (les périphéries livrant des esclaves – jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle –, des denrées alimentaires et des matières premières aux cœurs contre des produits manufacturés). De la seconde, il s'approprie l'idée d'un « ensemble des ensembles » englobant formations politiques, sociétés, cultures, villes, milieux géographiques et économies locales. Cet ensemble serait animé par un jeu de relations intéressant trois niveaux :

- le niveau de la « vie matérielle », centrée sur les nécessités de l'existence (progéniture, nourriture, fibres, combustibles et matériaux de construction) et qui s'inscrit dans « l'espace-temps structurel » de l'environnement écologique et la longue durée des « trends séculaires » de la naissance, de la croissance et du déclin des « civilisations » ;
- celui de la « vie économique » des échanges inscrite dans « l'espace-temps cyclique » des destins collectifs et des formations politiques, associée aux phases d'expansion et de contraction des productions commerciales ;
- le niveau de la « vie capitaliste » des élites inscrite dans « l'espace-temps événementiel », et se distinguant par des capacités de décision et d'initiative en matière d'entrepreneuriat et de spéculation, suivies d'effet à l'échelle du système [Braudel, 1979, p. 472].

Wallerstein [1974-1989] reprend à son compte ces jeux d'échelles pour caractériser le processus illimité d'accumulation du capital au sein d'un « système-monde », qu'il définit selon plusieurs critères :

- des frontières spatio-temporelles déterminées par la rentabilité des techniques de transport/communication et la projection des techniques de pouvoir,
- une division interrégionale du travail associée à des zones centre/semi-périphérie/périphérie/arène extérieure,
- un système interétatique organisé autour d'un hégémon,
- un commerce de longue distance et un marché global institué pour certains produits et facteurs de production,
- l'existence conjuguée du salariat et du travail contraint/servile,
- une géoculture commune,



- des formes d'interactions (réciprocité, redistribution, échange marchand) entre partenaires d'échange à l'origine de « transferts de surplus »<sup>10</sup>,
- des mouvements anti-systémiques tels que révolutions, rébellions et actions collectives protestataires,
- des rythmes cycliques conjoncturels et des *trends* séculaires...

Ce faisant, il légua trois problèmes majeurs et indissociables, à l'origine des principaux clivages entre « transformationnistes » [Wallerstein, 2006 ; Amin, 1993], et « continuationnistes » [Ekholm & Friedman, 1982 ; Frank & Gills, 1993], ainsi que des principales tentatives de synthèse qui en ont découlé [Abu-Lughod, 1989 ; Arrighi, 1994 ; Chase-Dunn & Hall, 1997 ; Sherratt, 2000 ; Beaujard, 2005].

Le premier est celui de la synthèse, en un concept, de ces multiples critères, au vu des données empiriques disponibles. C'est donc aussi la question de la modélisation possible de différents types de « système-monde ». Le second est la délimitation historique et géographique de ces « systèmes-mondes » au regard de leur niveau d'intégration présupposé, donc la question de leur éventuelle transformation ou disparition à la suite d'interactions avec des continents ou régions précédemment exclus de leur environnement. Le troisième, enfin, est la mise en lumière de logiques systémiques présidant à leur avènement, puis à leur évolution, conduisant à un inéluctable déclin, voire à leur transformation ultérieure. Ce dernier problème est clairement relié aux propriétés postulées des cycles et *trends* séculaires responsables du développement des systèmes comme de leurs trajectoires, globale et régionales.

Pour ce qui est des types de « système-monde », Wallerstein et Amin distinguent entre « économie-monde », « empire-monde » et « mini-système », de par la prédominance à chaque fois d'un mode de production particulier (capitaliste, tributaire ou domestique), favorisant en priorité certains types de transferts de surplus (respectivement le libre-échange marchand, l'extraction politico-militaire ou les obligations sociales et familiales). De la révolution néolithique à la crise européenne du féodalisme auraient ainsi coexisté nombre de mini-systèmes sans État aux marges des différents empires-mondes mésopotamien, égyptien, perse, romain, musulman, byzantin, indien, mongol, russe ou chinois, exploitant leurs paysanneries et dominant leurs bourgeoisies marchandes grâce à leurs armées, leurs administrations et leurs religions d'État universelles... Ces systèmes impériaux auraient principalement interagi, en dehors des

---

10. Ces transferts de surplus prennent trois formes principales : les obligations sociales et familiales (dons, offrandes, bénévolat, prix de la fiancée, prix du sang, dot, héritage, etc.), l'extraction politique et militaire coercitive (imposition fiscale, pillages, tributs, corvées, taxes, etc.) et les échanges commerciaux inégaux (*price taker/price maker*).



guerres et de la diplomatie, au travers du commerce de biens de prestige qui ne concernait que leurs élites et affectait donc peu leurs « vies matérielles ». Ils auraient enfin systématiquement englobé les économies-mondes naissantes qui se développaient dans leurs villes sur la base d'activités « protocapitalistes » (production extensive de marchandises, entreprises à la recherche de profit, salariat, innovations technologiques) cloisonnées et politiquement marginalisées, jusqu'à ce qu'une conjoncture globale aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles (changements climatiques, disparition de l'empire mongol et affaiblissement de l'empire byzantin, déclin de l'église catholique, crise des revenus seigneuriaux) favorise l'émergence conjuguée du capitalisme et de la science moderne dans les siècles qui suivent.

Le développement et la structuration de l'économie-monde capitaliste se seraient ainsi appuyés sur l'expansion géographique des échanges consécutive à la découverte du Nouveau Monde [Wallerstein, 1980, p. 39] : la création d'« États forts » et l'augmentation de la masse monétaire en circulation en Europe auraient alors accompagné une répartition différenciée – entre les régions et les continents – des procès de production (central/périphérique) et des méthodes de contrôle du travail (esclavage et servage dans les plantations, les mines et les domaines forestiers de la périphérie, métayage à la semi-périphérie, et fermage, salariat et travail indépendant au centre). Cette création étatique et cette augmentation de la masse monétaire auraient été entraînées par le commerce à longue distance de biens de base essentiels à la « vie matérielle » des populations<sup>11</sup>, et par la création concomitante d'un marché global des céréales, du bois et des monnaies métalliques. La centralisation et la montée en puissance des États au centre seraient devenues alors le pendant de l'affaiblissement et de la décentralisation des États à la périphérie, parallèlement à leur capacité à garantir à leurs marchands et à leurs unités de production un environnement sécurisé, doté d'infrastructures, et surtout propice à la création de quasi-monopoles et monopsones. Les transferts de surplus s'opéreraient alors par la spécialisation contrainte de régions dans la production de biens vendus sur des marchés concurrentiels (procès de production périphériques) en échange de biens fabriqués et écoulés sur des marchés de type monopolistique ou

11. La nature basique (denrées alimentaires, matières premières) ou prestigieuse (métaux précieux, étoffes) d'un bien dépend non seulement de sa capacité à couvrir les nécessités de l'existence, mais aussi du poids et du volume qu'il est nécessaire de transporter pour amortir les frais d'expédition [Chase-Dunn & Hall, 1997]. Plus ces quantités sont importantes, et plus ces biens sont considérés comme des « produits de base » (et inversement). Ainsi, des biens manufacturés peuvent-ils aussi bien relever de l'une (des pierres taillées pour la construction) que de l'autre catégorie (les perles et la verroterie). Par ailleurs, si le troc peut suffire au commerce des biens de prestige (facilité par l'ignorance réciproque des coûts de production), la monnaie est nécessaire à l'échange marchand des seconds du fait que leur coût de production entre en ligne de compte dans la fixation de leur valeur [Wallerstein, 1980, p. 274].

oligopolistique (procès de production centraux). La concentration territoriale des activités productives « *price maker* » au centre permettrait ainsi une accumulation du capital favorable au financement d'une bureaucratie et d'une armée de métier nécessaires aux politiques mercantiles et aux expéditions militaires. En retour, celles-ci renforceraient la profitabilité du commerce lointain de par le contrôle des routes commerciales, des sources d'approvisionnement en produits de base, et donc des termes de l'échange [Wallerstein, 2006].

Sur ces bases, et bien qu'elle s'inspire du marxisme, la définition wallersteinienne du capitalisme s'en démarque clairement. Le capitalisme est pour lui d'abord « un système social historiquement situé », sans doute pas réductible aux formulations abstraites proposées par Marx, et dans lequel « le capital en est venu à être employé dans le but premier et délibéré de son auto-expansion » [1985, p. 13-14]. « L'émergence historique du capitalisme réclamait l'extension des processus marchands, non seulement dans l'échange, mais aussi dans la production, dans la distribution et l'investissement, qui s'effectuaient auparavant sans passer par le marché ». En ce sens, « le développement historique du capitalisme a impliqué un mouvement irrépressible de transformation de toute chose en marchandise, une véritable *mondification du monde* » [1985, p. 15-16]. L'analyse système-monde tente ainsi de saisir l'émergence du capitalisme « en intégrant l'attention portée par les marxistes à la production et l'accent mis par les smithiens sur la circulation des biens sur le marché » [Mielants, 2007, p. 11].

L'existence de cycles est une caractéristique de tout système. L'approche système-monde distingue deux grands types de cycles longs, laissés dans l'ombre par Marx. Dans les premiers, ou mouvements Kondratieff d'une cinquantaine d'années, les phases d'expansion connaîtraient leur retournement du fait d'un épuisement des monopoles liés au progrès technique. Pour les cycles très longs, de 200 à 300 années, les phases d'expansion et de contraction de l'activité seraient associées à la courbe ascendante et descendante/stagnante des prix des céréales d'une part, et coïncideraient avec le retournement de la croissance démographique d'autre part. La logique des Kondratieff stimulerait, lors des phases B de contraction, l'expansion géographique et la prolétarianisation des producteurs directs à la périphérie, la diminution du coût du travail devenant nécessaire lorsque le progrès technologique et l'établissement de nouveaux monopoles ne permettent plus de contrecarrer la baisse tendancielle des profits [Wallerstein, 1991]. La logique des cycles pluriséculaires stimulerait au contraire l'expansion géographique, la marchandisation étendue de la terre, du travail et de la monnaie et l'incorporation de nouvelles régions à la périphérie *lors des périodes d'expansion* (à l'instar des Amériques et de l'Europe centrale aux xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles ou encore de l'Inde au xviii<sup>e</sup>), du fait de l'élargissement

du marché global et de la recherche nécessaire de nouvelles sources d'approvisionnement pour la « vie matérielle ».

Prolongeant dans le passé l'utilisation de ce concept de système-monde, divers auteurs ont défendu l'hypothèse d'une continuité de son mode de fonctionnement depuis l'âge du Bronze en Asie occidentale, au prix d'un réaménagement de ses principaux critères d'identification. Ce sont d'abord Friedman et Rowlands [1977] qui ont souligné l'existence conjointe, depuis 5 000 ans, entre certaines régions de l'Afrique et de l'Eurasie, d'un commerce lointain de biens de prestige et de biens de base (bois, cuivre, denrées alimentaires, pierres, etc.) corrélé à la spécialisation industrielle et agricole respective de centres urbains et de périphéries rurales. En démontrant les effets systémiques du commerce de luxe sur la reproduction sociale des sociétés locales, certaines arènes extérieures ont été ainsi redéfinies comme des périphéries connectées aux dynamiques de développement du « système-monde » [Schneider, 1977]. Le monopole de distribution de ces biens aide en effet les élites à bâtir leur statut social et à forger des relations diplomatiques, clientélistes, patronales et matrimoniales avec d'autres groupes sociaux, qui s'accompagnent de transferts de richesses vers le centre, et permettent la captation de femmes, d'esclaves et de soldats. Dans cette optique, la construction idéologique de la désirabilité des produits [Sherratt 1994, Beaujard, *infra*] est un facteur déterminant de leur utilisation comme moyen de paiement des obligations sociales, de parure ou encore de distinction sociale. Par ailleurs, la notion de « marge » [Sherratt, 1993] a été avancée pour souligner le développement des connexions entre les cœurs et les arènes extérieures influencées culturellement à la suite de la diffusion d'innovations technologiques, mais demeurant structurellement indépendantes<sup>12</sup>.

Ekholm et Friedman [2007] d'un côté, Frank [1998], Frank et Gills [1993] de l'autre, ont proposé d'appréhender la division transrégionale du travail propre à l'extension du « système-monde afro-eurasien<sup>13</sup> » à partir de « l'interpénétration systématique de l'accumulation du capital » et ce, quels que soient les types de transfert de surplus prédominants. Cette accumulation croisée est corrélée à l'insertion des métropoles régionales dans un réseau commercial intercontinental. Le capital, dès la Mésopotamie des IV<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> millénaires, était en effet une forme de richesse abstraite contenue

12. Ces marges pouvant ainsi affecter le système-lui-même comme le montre l'effondrement du « système-monde du Bronze Récent » [Ekholm-Friedman, 2005].

13. Le système-monde global contemporain serait ainsi issu du développement de ces espaces multipolaires d'échanges afro-eurasien initiés à l'origine au milieu du 3<sup>e</sup> millénaire à partir des interactions entre la Mésopotamie, la vallée de l'Indus, l'Égypte, le Levant et la corne de l'Afrique, et progressivement étendu à l'Europe et l'Asie centrale et orientale durant l'âge du Bronze et du Fer, avant de se cristalliser au tournant de l'ère chrétienne de manière irréversible jusqu'à ce que l'Afrique noire, les Amériques (xvi<sup>e</sup>), puis l'Océanie (xviii<sup>e</sup>) y soient définitivement incorporés [Beaujard, 2005 et 2009a et b].



dans les métaux précieux. Celle-ci était susceptible d'être thésaurisée ou bien convertie en terre, en travail ou en produits dans le cadre de stratégies publiques ou privées d'« investissement infrastructurel », dans l'agriculture et l'élevage (terres défrichées et irriguées, troupeaux, semences), l'industrie textile, la métallurgie, les transports (ports, bateaux, routes, chariots), l'information (écriture) et la guerre (fortifications, équipement militaire, armées), ou bien encore dans la magnificence ostentatoire des « temples » et des « palais ». C'est pourquoi l'analyse système-monde s'est focalisée en priorité sur les « chaînes de transfert de surplus » établies entre les élites locales, régionales et globales, ainsi que sur la configuration des alliances et des conflits entre ces classes possédantes (issues de groupes marchands) et régnautes (issues des aristocraties guerrières) à la tête des appareils d'État coopérant ou rivalisant pour l'accumulation de ce capital. L'intégration systémique révèle de longs cycles séculaires communs à la grande majorité des régions ainsi interconnectées [Frank, 1993 ; Beaujard, 2005 ; Frank & Thompson, 2005], voire des cycles Kondratieff propres aux cœurs dès la Chine des Song [Modelski & Thompson 1996], même si des phénomènes de désynchronisation, liés notamment aux atouts de certaines périphéries et semi-périphéries [Kardulias, 2007], ainsi qu'au positionnement géopolitique de certains centres, tels que l'Inde, ont pu être mis en évidence [Chase-Dunn, Manning & Hall, 2000 ; Beaujard, 2009a]. Ces cycles systémiques d'accumulation ont en effet à la fois un impact local et une durée régionale relativement variables. À l'échelle globale, en outre, leurs phases d'expansion et de contraction, mesurées en priorité par les fluctuations de l'activité solaire et de la taille des villes et du nombre de leurs habitants [Beaujard, 2005 ; Chandler, 1987 ; Modelski, 2003], varient de 200 à 500 ans dans les systèmes où les cœurs sont des États territoriaux à dominante agricole.

Comme dans le système-monde moderne, les phases de retournement de ces cycles sont marquées par des phénomènes de transitions hégémoniques. Les systèmes anciens connaissent en effet dans un premier temps des phases de croissance démographique et urbaine, une hiérarchie pyramidale des centres d'accumulation et des zones de convergence des réseaux d'échanges, au sein desquels s'établissent à chaque fois une alliance ou une symbiose singulière des classes régnautes et possédantes. En contrepoint, des luttes spécifiques se développent entre classes dominantes et populations locales. On peut noter un parallèle entre les phases de croissance démographique et urbaine, de centralisation politique (avec l'émergence d'un groupe d'hégémons, voire d'un super-hégémon), d'expansion coloniale et impérialiste, d'augmentation des investissements et d'essor économique. Inversement, lorsque ce cercle vertueux se brise en raison de dynamiques endogènes et exogènes interdépendantes, la décentralisation politique et



la désurbanisation dans certains cœurs s'accompagnent de changements dans les lieux d'accumulation et la hiérarchie du système, favorisés par des mouvements humains et des transferts de capital. En même temps émergent de nouvelles classes politiques et marchandes. S'ouvre alors une période de guerres, de migrations et d'invasions, de troubles politiques et de conflits sociaux, où s'expriment la rivalité accrue des nouveaux États prétendants à l'accumulation, l'implosion des marges et le décrochage des périphéries<sup>14</sup>.

Si, dans la vision wallersteinienne, émergence du capitalisme et formation d'un système-monde à l'époque moderne sont étroitement liés, pour Frank, le fait que « l'accumulation pour elle-même » – qui définit chez Wallerstein le capitalisme historique – « a joué un [...] rôle central dans le système-monde bien au-delà de l'Europe et bien longtemps avant 1 500 [en fait dès le III<sup>e</sup> millénaire av. J.-C.] » [1993, p. 202] enlève tout intérêt à la question d'une origine du capitalisme, en Europe ou ailleurs. Mais il y a sans doute là une absence de discrimination entre des pratiques capitalistes de fait observables aux périodes anciennes et le rapport de production capitaliste qui se construit à l'époque moderne.

Par ailleurs, cet élargissement de la réflexion en terme d'analyse système-monde a tout naturellement conduit à souligner le caractère eurocentrique de nombre de travaux d'historiens, et à s'interroger sur les origines de la Révolution industrielle et de « l'essor de l'Occident » [Abu-Lughod, 1989 ; Frank, 1998 ; Mielants, 2007]. Des divergences apparaissent par ailleurs sur l'appréciation des processus de domination et sur l'importance à leur accorder. Chase-Dunn et Hall [1997] et Kardulias [1999, 2007] soulignent les capacités de négociation de certaines régions, et Beaujard [2009a] l'importance des phénomènes de co-évolution, les atouts de certaines périphéries et surtout des semi-périphéries leur permettant de tirer parti de la dynamique du système. Elles ne sont pas étrangères à une opposition entre la perspective holiste d'un chercheur comme Frank [1993, 1998], et l'approche d'autres chercheurs pour qui l'évolution des différentes parties de chaque système est la résultante de l'articulation de dynamiques locales, régionales et globales [Chase-Dunn et Hall, 1997 ; Friedman, 1994 ; Beaujard, 2005].

Enfin, un nouveau courant de la *world-system analysis* se propose de prendre en compte le fait que les ensembles qui se constituent sont en fait des systèmes socioécologiques. La relation à l'environnement représente une dimension essentielle qui aide à saisir le développement et l'effondrement des systèmes [Chase-Dunn et Hall, 1998 ; Hornborg et Crumley, 2007 ; Hornborg, McNeill et Martinez-Alier, 2007 ; Beaujard,

14. Arrighi [1994, et *infra*] dégage en outre l'existence d'un autre type de cycle long, lié au fonctionnement du système capitaliste.



2009a]. L'exploitation de l'environnement fait partie des relations centre/périphérie. Le mépris pour l'environnement a toujours été la règle dans les cœurs du système [Chew, 2001]. La dégradation de l'environnement (avec une surexploitation des sols, du bois et des autres sources d'énergie...) a contribué à la perte de compétitivité de ces cœurs et à l'initiation des phases de repli. Il apparaît aujourd'hui clairement que la mondialisation capitaliste conduit à un déséquilibre écologique global qui menace la survie même du système.

Les contributions à cet ouvrage réunissent des représentants de différents courants de l'Histoire globale. Si certains de ces textes sont des traductions de publications anglo-saxonnes majeures, parues dans la dernière décennie, et qui ont le mérite de mettre enfin à la disposition du lectorat francophone un aperçu des directions contemporaines de ce nouveau programme de recherche (Arrighi & Silver, Bentley, Goldstone, Hall & Chase-Dunn), les autres (Aglietta, Beaujard, Berger, Gills & Denmark, Goody, Norel, Pomeranz, Wallerstein, Wong) sont des contributions inédites et représentatives des différents débats et développements théoriques propres à l'extension de ce programme (comme l'atteste par exemple la postface inédite d'Arrighi et Silver à leur chapitre). Leur regroupement en trois parties thématiques permet d'interroger les différents courants quant à leur théorisation des processus d'intégration intercontinentale, d'émergence du capitalisme et de mondialisation.

Ainsi la première partie, « Histoire globale et intégration intercontinentale » part du constat qu'entre le dixième et le huitième millénaire av. J.-C., quatre grands foyers d'invention de l'agriculture (Amérique centrale et andine, Proche-Orient, Chine, Nouvelle-Guinée) marquent des dynamismes clairement indépendants. Néanmoins, l'essor démographique permis par ces développements agricoles induit des processus de migration et une première phase d'expansion des échanges à l'intérieur de l'espace afro-eurasien (semences, plantes, animaux, germes, techniques, textiles, cultes). La naissance de l'État et des villes, articulée au développement de la métallurgie à partir du Proche-Orient, au milieu du quatrième millénaire, entraîne une densification des échanges et une multiplication des différents réseaux transrégionaux, matrice de l'intégration intercontinentale future. Les modalités de cette intégration ont associé à la fois des phénomènes de bifurcation, voire de décrochage (par exemple entre Afrique et Eurasie), et des processus d'homogénéisation des cultures urbaines et marchandes. L'intégration intercontinentale fut ainsi corrélative de logiques similaires de développement, d'un bout à l'autre de l'hémisphère afro-eurasien, s'incarnant dans des formes de changement institutionnel et de croissance économique et démographique spécifiques.



En opposition à une vision historique se focalisant sur l'Europe et la période moderne, et considérant le développement des civilisations et des nations dans un relatif isolement, Bentley souligne l'importance d'interactions transculturelles dans l'intégration progressive des régions de l'espace afro-eurasien pour la période prémoderne allant de 500 à 1500. Cette période peut être divisée en deux parties à peu près égales, en fonction de contextes politiques et économiques spécifiques à chaque époque. Les interactions ont porté à la fois sur des échanges commerciaux, biologiques, techniques et idéaux, et impliqué des mouvements de populations. L'extension progressive des réseaux du commerce – porteurs d'un volume d'échanges bien supérieur à ce qui est généralement estimé par les historiens « modernocentristes » – s'est accompagnée d'un développement de la production et d'une division du travail régionale et transrégionale, avec l'essor de marchés intérieurs notables dans certaines régions (en Chine et en Inde par exemple). Le commerce transculturel a accompagné des processus de constructions étatiques à la fois dans les grandes sociétés centrales sédentaires et dans des sociétés plus marginales. Les échanges biologiques (transfert de plantes, d'animaux et de microbes) ont eu des effets démographiques et sociaux importants dans une grande partie de l'hémisphère oriental. La diffusion de savoirs (techniques, religieux...) et la migration de groupes humains ont en outre contribué à façonner les trajectoires des sociétés interconnectées. L'ensemble des interactions a eu des conséquences à la fois politiques, économiques et culturelles sur toutes les régions reliées. Bentley aide ainsi à saisir l'intégration croissante des sociétés de l'hémisphère oriental avant même la période moderne.

Beaujard identifie des processus de globalisation plus loin dans le temps. Focalisant son regard sur l'océan Indien et sa place dans l'Ancien Monde, il montre que l'essor de villes et d'États et l'expansion de réseaux d'échange ont de fait induit la formation de différents systèmes-mondes en Eurasie et en Afrique depuis la naissance de l'État au IV<sup>e</sup> millénaire avant J.-C. Au premier siècle de l'ère chrétienne, les échanges constituent l'océan Indien en un espace unifié et hiérarchisé, inscrit dans un seul système-monde afro-eurasien. Ce système évolue jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle à travers une série continue de quatre cycles inhérents à sa structure même ; ces derniers sont marqués par une intégration croissante de ses régions, une expansion géographique des échanges, un essor démographique, un progrès général du commerce, de la production et des techniques, et le développement simultané de hiérarchies entre cœurs, semi-périphéries et périphéries dans le cadre d'une division internationale du travail. L'analyse éclaire l'origine des inégalités changeantes entre régions, qui proviennent de conditions géographiques et démographiques particulières, mais aussi des mécanismes de production et d'échange enchâssés dans le politique et le religieux. Les interconnexions



entre régions ont conduit à des situations de domination/exploitation et à des processus de co-évolution, certaines régions étant en mesure de tirer profit de la dynamique du système et de développements locaux. L'histoire ancienne ainsi retracée éclaire la période ultérieure, qui voit l'avènement du système-monde capitaliste moderne, et permet peut-être d'engager une réflexion sur les futurs possibles de ce système. Mettant l'accent sur la précocité de l'apparition de systèmes-mondes et sur la récurrence de pratiques capitalistes à l'intérieur de ces systèmes, Beaujard souligne aussi la nécessité de distinguer entre ces pratiques et un « mode de production capitaliste » qui se met progressivement en place dans un système centré sur l'Europe à partir du XVI<sup>e</sup> siècle. L'existence de marchés ne signifie pas l'existence d'un Marché autorégulateur, et la juste critique de l'eurocentrisme ne doit pas nous empêcher de reconnaître les atouts dont se dote l'Europe. Ces derniers vont permettre son succès à partir du XV<sup>e</sup> siècle et plus encore au XIX<sup>e</sup> siècle lors de la Révolution industrielle, déterminant une nouvelle étape de l'intégration intercontinentale.

Goody souligne de son côté comment l'intégration du continent eurasien à partir de 3 000 av. J.-C., à la suite de la révolution de l'Age du Bronze, a joué un rôle majeur dans la diffusion des sciences et des technologies et dans le développement parallèle, bien que non synchronique, des civilisations orientales et occidentales. Il nous offre ainsi la synthèse des conclusions auxquelles ses recherches anthropologiques et son cheminement intellectuel l'ont conduit après quarante années de comparaisons historiques entre les systèmes de parenté et d'écriture, les cultures de fleurs, les arts culinaires, les économies, les religions, les sciences et les technologies, et les formations politiques de l'Afrique noire et de l'Eurasie. En aucune façon, le mythe eurocentrique d'une modernité occidentale issue de la transition du féodalisme au capitalisme et de la Renaissance adossée au miracle grec ne peut tenir lieu de récit pour l'Histoire globale. En aucune manière, les dynamiques démographiques malthusiennes peuvent être tenues pour responsables des trajectoires divergentes de l'Asie et de l'Europe vers le capitalisme et la modernité. Si les structures matrimoniales ont pu avoir une incidence, c'est à la pratique du prix de la fiancée en Afrique noire, obligeant à une certaine exogamie et circulation des richesses, et à celle de la dot en Eurasie, induisant une certaine endogamie pour préserver la transmission et l'accumulation des richesses au sein des mêmes strates sociales, qu'il faut l'attribuer. Le fait que la dot apparaisse à l'âge du Bronze dans les stratifications sociales complexes liées à l'urbanisation, renforce l'idée selon Goody que la véritable divergence a en réalité lieu entre l'Afrique noire et l'Eurasie dès l'avènement de la Civilisation au sens de Childe (la ville, la charrue, la roue et l'écriture). Depuis cette « révolution », l'existence de réseaux d'échange et de routes commerciales entre l'Asie, le



Moyen-Orient et l'Europe a assuré aux différentes sociétés de l'ensemble eurasiatique un développement similaire, basé sur la circulation des savoirs et le transfert des innovations institutionnelles et technologiques, et ce, même si cette diffusion et cette acculturation à retardement ont produit dans tout le continent eurasiatique, en raison des avantages conjoncturels procurés temporairement aux uns sur les autres, une alternance de leadership et de visions transcendantales et immanentes de l'univers.

Hall et Chase-Dunn reviennent sur les concepts et les hypothèses soutenus dans *Rise and Demise* [1997] concernant les processus d'évolution systémique caractéristiques de l'histoire convergente des sociétés. Pour cela, ils définissent un système-monde comme un ensemble de sociétés interconnectées par des réseaux d'ordre et de dimension différents : réseaux d'échange de biens de base, réseaux politico-militaires, réseaux commerciaux de biens de prestige et réseaux d'information. Les connexions réalisées par ces divers réseaux influent sur les frontières spatio-temporelles et les caractéristiques internes des systèmes. La hiérarchie cœur/semi-périphérie/périphérie développée par le système-monde moderne est à penser comme un continuum, les trois catégories identifiées n'ayant pas de délimitations bien tracées. Cette hiérarchie n'était pas toujours présente dans les systèmes-mondes plus anciens, qui montraient parfois une simple différenciation cœur/périphérie, sans processus de domination et d'exploitation. Les systèmes-mondes présentent en outre des cycles constitués de phases alternées de croissance et de repli économiques et politiques (dans les systèmes hiérarchisés), ou des pulsations prenant la forme d'expansion et de contraction de la taille et de l'intensité des réseaux d'échange (dans le cas de systèmes simples non hiérarchisés). Différents modes d'accumulation (domestique, tributaire et capitaliste) ont successivement présidé aux cycles observés, le mode capitaliste devenant prédominant dans le système-monde moderne. Les auteurs mettent en avant le rôle crucial des semi-périphéries dans l'évolution systémique, leurs innovations techniques et institutionnelles favorisant souvent des transformations dans la hiérarchie du système-monde. Si la mondialisation ne représente pas un phénomène nouveau, l'intégration aujourd'hui atteinte est sans précédent et engendre des problèmes dont la résolution constitue le grand défi du XXI<sup>e</sup> siècle.

La deuxième partie, « Histoire globale et capitalisme », se focalise sur ce qui constitue un des principaux moteurs de l'intégration intercontinentale, à savoir le processus d'accumulation du capital. L'enjeu est d'identifier à travers l'histoire les formes spécifiques prises par cette accumulation, la nature du capital valorisé et accumulé, le profil des institutions et organisations nécessaires à cette accumulation. Il est surtout de comprendre les processus de transfert et de concentration de ce capital entre les différentes

régions et espaces continentaux, ce que seule permet l'Histoire globale. Il s'agit donc ici de nourrir le débat entre les trois positions précédemment introduites dans la présentation de l'analyse « systèmes-monde » concernant la nature, l'ancienneté et les origines géographiques du capitalisme. En particulier, le capitalisme et les rapports salariaux, marchands, monétaires et internationaux qui le fondent sont-ils propres à l'époque moderne ? Y a-t-il une spécificité financière de ce capitalisme qui individualiserait éventuellement l'Occident et alimenterait son expansion ?

Wallerstein met ainsi l'accent sur la mutation cruciale que connaît l'Europe entre le cycle long de la période médiévale et celui de la période moderne. L'Europe « féodale » se présente comme une multitude de petits systèmes faiblement reliés ; la période 1000-1250 jouit d'une expansion agricole et démographique qui permet la croissance d'un secteur industriel urbain fondé sur une structure de guildes et celle d'un commerce lointain – encore modeste – portant sur des biens de luxe. L'inflation encourage les propriétaires fonciers à remplacer les rentes monétaires par un régime de redevance-travail (servitude). La faible intégration politique permet cependant d'appuyer une expansion « extérieure » de l'Europe (les Croisades). Tout change à partir de 1250 en Europe occidentale, dans une période marquée par un recul de la démographie et du servage ; celle-ci voit se développer une triple crise des revenus seigneuriaux, de l'État et de l'Église, qui ouvre la voie aux changements à venir. Le cycle de la période moderne (1450-1750) n'est pas comparable au précédent. Dans le contexte d'une croissance globale des villes, de la production et des échanges, l'Europe présente désormais une division axiale du travail, qui s'accompagne d'une intégration de ses différentes régions, avec une différenciation entre un cœur et des périphéries. À l'extérieur, l'expansion géographique marquée se conjugue avec l'apparition d'entreprises monopolistiques articulées avec des États modernes en formation, dont la compétition contrôlée contribue à la croissance du système. Les différences entre les deux périodes sont donc clairement qualitatives. Ce texte éclaire et étaye ainsi le refus affirmé par Wallerstein de l'existence d'une économie-monde capitaliste avant le xvi<sup>e</sup> siècle.

L'idée d'une mutation cruciale intervenue dans la dernière partie du xv<sup>e</sup> siècle et pour la seule Europe est niée par d'autres auteurs. Par rapport à la thèse précédente, Denmark et Gills se montrent doublement radicaux dans leur extension des concepts de capitalisme et de « système monde » (sans tiret) jusqu'à l'âge du Bronze<sup>15</sup>. Ils s'opposent à la position de Wallerstein concernant la nouveauté supposée d'un processus

---

15. Les auteurs insistent sur l'absence de tiret. Cf. Frank & Gills [1993] répondant à Wallerstein [1993].

d'accumulation illimité du capital au XVI<sup>e</sup> siècle en Europe, de même que la caractérisation de grandes périodes de l'histoire par un mode de production particulier, cette position conduisant à une emphase infondée de la recherche sur des moments de transition entre les périodes identifiées. Pour ces auteurs, le même processus d'accumulation est opérant aux différentes époques et en divers lieux. Il convient donc de remettre en cause l'idée d'une origine européenne du capitalisme et celle qui considère le XVI<sup>e</sup> siècle comme période singulière de son émergence. Pour Denmark et Gills, un « système monde » unique existe depuis plusieurs milliers d'années en Eurasie et en Afrique. Source d'une compétition entre les acteurs, l'accumulation du capital a constitué le moteur du développement de ce système, réalisée à la fois par les secteurs étatique et privé. Les documents du II<sup>e</sup> millénaire av. J.-C. montrent déjà l'importance de ce dernier et l'existence de marchés fixant les prix. Les auteurs affirment la primauté de l'économique dès les périodes anciennes, Wallerstein estimant au contraire que le politique et l'idéologique étaient aux commandes. Ils sont ainsi amenés à récuser la proposition polanyienne d'une économie encadrée. Gills et Denmark s'attachent à l'étude des cycles, des hiérarchies entre cœurs et périphéries, et des phénomènes hégémoniques dans toute l'histoire du système monde. Ils notent alors que certaines oppositions se retrouvent tout au long de cette histoire, telles que celles entre capital et *oikos*, ou travail libre et dépendant.

Arrighi et Silver présentent les processus sous-tendant la dynamique des cycles systémiques d'accumulation du capital et les transitions hégémoniques accompagnant l'évolution du capitalisme occidental entre le XV<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle, afin de décrypter l'ascension contemporaine irréversible de l'Asie orientale centrée sur la Chine, comme force motrice principale d'expansion économique et commerciale à l'échelle mondiale. Ils démontrent qu'en Occident, les formes d'*hybridation des stratégies capitalistes et territorialistes*, conséquentes aux alliances historiques des organisations étatiques et des entreprises privées, ont constitué différents régimes d'accumulation du capital. Ces derniers se sont caractérisés par des structures concurrentielles et compétitives typiques, à l'origine de phases d'expansion d'abord matérielles, puis financières, chacune marquée respectivement par des rendements croissants et décroissants du capital investi dans les domaines du commerce et de la production. Ces phases d'expansion financière ont débouché à chaque fois sur un « chaos systémique », corrélatif d'une transition hégémonique durant laquelle une nouvelle puissance étatique réorganisa sur de nouvelles bases les fondations du cycle d'accumulation suivant. Ainsi, le régime hollandais (1630-1785) succéda au régime génois (1450-1630) grâce à l'internalisation des coûts de protection et au retour à des formes plus complexes du capitalisme monopoliste



d'État vénitien. Le régime britannique (1785-1933) se substitua à celui-ci, grâce à l'internalisation des coûts de production dans l'industrialisme et au retour d'une forme d'impérialisme cosmopolite garantissant les avantages du libre-échange. Le régime américain émergea ensuite grâce à l'internalisation des coûts de transaction dans l'intégration verticale des entreprises et au retour à des formes évoluées de monopoles d'État. La crise financière mondiale actuelle apparaît ainsi comme inédite, au sens où elle marque une transition hégémonique vers un nouveau régime conduit par la Chine et l'Asie orientale, sans pour autant que cette région ne dispose d'une puissance militaire et financière supérieures aux anciens hégémons, et ne voit ses élites soumises à la pression de mouvements populaires de protestation et d'autoprotection importants.

Aglietta revient sur la spécificité du développement du capitalisme en Occident. Celui-ci est doublement marqué par l'importance accordée à la finance et à la monétarisation de ses institutions. La monnaie apparaît ainsi comme le lien social le plus général des sociétés capitalistes, lesquelles dépendent du développement contradictoire de la dette privée, contrepartie de l'accumulation du capital, et de la dette sociale, contrepartie de la protection des salariés séparés des moyens de production. Parce que le capitalisme est à la fois global et inséré dans des structures sociales, la monnaie qui le régit est une et souveraine au sein des nations d'une part, multiple et concurrentielle dans le système monétaire international d'autre part. Le développement du capitalisme présente ainsi une alternance de longues phases où dominent successivement l'expansion internationale et l'enracinement territorial. Ces époques impriment leurs logiques sur l'organisation monétaire : périodes de prépondérance d'un ordre monétaire international, suivies de crises profondes qui donnent naissance à la confrontation des intérêts monétaires nationaux. Aglietta propose de déceler une certaine logique dans l'évolution historique du capitalisme et son expansion à l'échelle mondiale. D'un côté, la monnaie se transforme en devenant plus abstraite, sa légitimité plus dépendante du politique. D'un autre côté, la trajectoire du capitalisme est la généralisation du salariat, c'est-à-dire du travail abstrait. Elle entraîne l'importance grandissante de la dette sociale qui implique à son tour une politique de la monnaie pour le bien commun au sein des nations. Ce sont les principes de stabilité, de croissance et de justice. Or, ces derniers entrent en conflit avec la globalisation financière. L'indépendance des banques centrales a été une tentative pour résoudre ce dilemme. Mais elle est mise en question par la répétition des crises financières. L'influence des États sur la conduite de la politique monétaire grandit. Mais la poursuite de la globalisation dans un monde multipolaire pose avec acuité la question de la gouvernance monétaire internationale.



La troisième partie « Histoire globale, efflorescences et mondialisations » s'intéresse d'abord à la nature et à l'origine des phases de croissance économique et démographique soutenue, accompagnées de créativité culturelle et de changements institutionnels. Ces « efflorescences » dépendent-elles d'une conjoncture globale ? À quelles conditions certaines d'entre elles peuvent-elles conduire à des « révolutions industrielles » ? Quelles influences ont les politiques gouvernementales des États territoriaux dans la détermination de trajectoires singulières dans une région donnée et à l'échelle globale ? Si ces efflorescences correspondent à une expansion géographique des échanges, elles relèvent de la problématique de la mondialisation : l'enjeu est alors d'analyser en quoi des politiques étatiques peuvent utiliser cette expansion au service d'objectifs politiques sensiblement différents. C'est d'une part l'objectif d'affirmation d'une souveraineté encore fragile qui, dans les États mercantilistes européens en compétition, permet un approfondissement de l'autorégulation marchande. C'est en revanche dans le cadre d'une souveraineté affirmée depuis longtemps que l'État chinois encourage l'économie de marché pour uniformiser son territoire et garantir l'harmonie sociale, tout en se prémunissant des invasions nomades : il n'a donc pas à passer par le biais d'un mercantilisme agressif.

Goldstone s'intéresse ainsi aux phases de croissance économique dans l'Histoire mondiale. Il récuse d'abord l'opposition souvent faite entre une période prémoderne, plutôt afro-asiatique et malthusienne, caractérisée par des augmentations du produit par tête, vite compensées par la hausse consécutive de la population, et la période moderne, purement européenne, celle de l'industrialisation, à partir de 1800. Il s'intéresse alors à des phases de croissance anciennes (et souvent négligées) qui n'étaient pourtant pas destinées, en elles-mêmes, à conduire à une quelconque Révolution industrielle. Ces « efflorescences » se caractériseraient par « un retournement ascendant de certains indicateurs démographiques et économiques pertinents, allant de pair avec un essor du politique et une certaine institutionnalisation ». Si donc la population et le revenu par tête augmentent régulièrement, parfois sur un siècle, grâce à certaines innovations ponctuelles, cette phase est le plus souvent suivie d'une stagnation. Dans une visée comparative, il défend l'idée que l'efflorescence anglaise du xvii<sup>e</sup> siècle n'est pas réellement différente de celle des Pays-Bas (1570-1690) ou celle réalisée à grande échelle par les premiers Qing en Chine (1680-1780). En conséquence, Goldstone est conduit à expliquer l'industrialisation anglaise par un facteur spécifique à ce pays, la culture scientifique et surtout la « science des machines », lesquelles permettront le perfectionnement de la machine à vapeur, technologie qui participe de synergies cruciales au cœur de la Révolution industrielle. S'il fait donc de l'Histoire globale



résolument comparative, Goldstone étaye ici une thèse plus traditionnelle de l'histoire qui lie la Révolution industrielle à une spécificité scientifique et technique européenne (britannique en l'occurrence).

Dans la lignée de son ouvrage de référence, Pomeranz lui apporte ici une réponse particulièrement serrée et argumentée. Tout en résumant les principales conclusions de ses propres travaux, il montre que les trois efflorescences présentées par Goldstone sont loin de se ressembler. L'efflorescence anglaise est en effet intimement liée à une chance géographique, celle de disposer de charbon en abondance et proche des centres d'activités, d'une part, la captation du produit de terres non-européennes (Amériques, Caraïbes, Indes) qui vient lever un goulet d'étranglement alors crucial pour son économie, d'autre part. Dans ces conditions, la Révolution industrielle était sans doute beaucoup plus probable en Grande-Bretagne qu'en Chine, où l'énergie était hors de prix en regard du travail, et par ailleurs soumise à une raréfaction des terres arables. Tout en reconnaissant l'importance, dans la Révolution industrielle, de la machine à vapeur et de la « science des machines » qui la soutient, Pomeranz resitue l'émergence de ces dernières dans une histoire plus globale, celle de l'empire, des effets des guerres sur les innovations et de l'impact du commerce extérieur, quand il permet à un pays de se fournir en produits utilisant abondamment le facteur de production (ici la terre) dont précisément il manque. Il conclut par des réflexions méthodologiques sur la nécessité d'appréhender plusieurs échelles temporelles tour à tour. Se fonder sur le temps long de la gestation d'une culture scientifique et technique, puis déclarer qu'un événement ponctuel (l'apparition de la machine à vapeur) détermine un changement majeur, ne peut constituer une explication complète : des temporalités intermédiaires doivent à l'évidence être mobilisées.

Norel cherche à montrer qu'il est possible de repérer des périodes de mondialisation (au sens contemporain) bien avant la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Si la mondialisation est fondamentalement une synergie entre extension géographique des productions destinées à l'échange et progression de la régulation marchande, alors l'âge d'or des Pays-Bas au XVII<sup>e</sup> siècle, comme la réussite britannique de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup>, en relèvent. Et les épisodes historiques que Goldstone qualifie d'efflorescences, insistant sur leurs ressorts internes, devraient alors être repensés comme des périodes relevant d'une telle synergie, des périodes où l'insertion en position de force dans une économie globale est au cœur du changement institutionnel, sous influence décisive du pouvoir politique. Il propose alors d'expliquer comment cette extension géographique facilite la création des institutions mêmes de la régulation marchande (notamment des embryons de marchés de facteurs) en dépassant l'analyse traditionnelle en terme de dynamique smithienne, moins concernée par le changement institutionnel que par la



croissance. En revanche, la progression des régulations marchandes ne conduirait pas nécessairement à la mise en place du rapport de production capitaliste. Ainsi le salariat n'est pas le seul mode d'utilisation d'une main-d'œuvre « libre » et la vente directe du produit de la force de travail sur le marché gêne son émergence, par exemple dans la Chine des Song ou celle des Qing où, pourtant, la régulation marchande avait réalisé des progrès spectaculaires dans le cadre d'un commerce extérieur florissant. En Europe en revanche, parce que l'État supervise la séparation radicale des producteurs d'avec leurs moyens de production, l'extension géographique des échanges paraît constituer une condition cruciale de la progression ultérieure du salariat.

C'est à une problématique assez proche que s'attaque Wong : repérer les différences entre l'économie politique de l'État chinois, au XVIII<sup>e</sup> siècle, et celle de ses homologues occidentaux, afin de comprendre comment ces modèles influencent les pratiques actuelles de la Chine et l'économie globale. La gestion de l'empire agraire chinois est ici analysée au travers d'un véritable « art de l'État » (*jingshi*) qui, à la fois minimise taxes et règlements et laisse les entrepreneurs privés jouer leur propre jeu, mais aussi incite à faire circuler les grains ou à défricher les terres, développe les systèmes de contrôle de l'eau, diffuse les meilleures technologies, soutient un artisanat rural tourné vers le marché, bref « redirige ou canalise les pratiques privées ». Au cœur de ce développement, ce sont bien les dynamiques smithiennes qui sont en jeu à travers une spécialisation géographique des cultures et la concentration de certains artisanats. Mais contrairement à l'État mercantiliste britannique, français ou hollandais, véritable « entreprise » en concurrence avec ses rivales, l'État chinois du XVIII<sup>e</sup> siècle apparaît d'abord comme un « fournisseur de biens publics et sociaux ». Sur ces bases, Wong décrit l'industrialisation chinoise au XX<sup>e</sup> siècle comme une pièce en trois actes : le premier reprendrait (entre 1870 et 1949) l'ancienne logique du développement des activités rurales, mais en les reliant à un secteur privé urbain ; le second, entre 1949 et 1978, coïnciderait avec la capacité du régime à revendiquer de nouveau une autorité sur l'ensemble du territoire post-impérial ; le troisième acte privilégierait d'abord le dynamisme exportateur des industries rurales. C'est donc bien « l'économie politique typique de l'empire agraire qui a contribué à créer le contexte de l'industrialisation dans l'ère de la réforme, presque un siècle après la chute de l'empire ».

Pour conclure, Berger souligne le double mérite des contributions de cet ouvrage à l'Histoire globale. Si celles-ci abordent en effet les débats relatifs à la chronologie et au déploiement du capitalisme et de l'économie de marché dans un monde de plus en plus marqué par l'intégration intercontinentale et la mondialisation, elles se gardent bien pour autant de confondre



ces phénomènes en un seul et même processus de « globalisation ». Ce dernier est la plupart du temps assimilé à une intensification des échanges et à une extension des réseaux d'interaction de plus en plus accrues. Berger remarque que ce processus pluriséculaire de « globalisation » est impuissant en soi à rendre intelligible la nature du changement social sur la base de sa seule dynamique. La raison en est simple : il conduit selon les circonstances et les ensembles intercontinentaux au sein desquels il prend place à telle ou telle nouvelle configuration institutionnelle et interrégionale, et non forcément à la mise en place et à la diffusion du capitalisme et de l'économie de marché. C'est pourquoi la notion de « mondialisation » s'avère incontournable. Elle permet en effet de penser la complexité des synergies entre cette expansion géographique des échanges et ces changements institutionnels qui ont marqué l'avènement et le développement de l'industrie, de l'urbanisation, de la finance et du progrès scientifique et technologique dans l'histoire de l'humanité. Plus précisément, cette notion recèle un enjeu fondamental pour l'Histoire globale : celui de rendre intelligible la corrélation très forte, lors de certaines périodes historiques, entre d'un côté la spécialisation de groupes humains dans la fabrication de produits pour autrui ou la fourniture de services à autrui, et de l'autre, l'institutionnalisation et la régulation de formes embryonnaires ou développées de marchés de produits-services et/ou de facteurs de production (travail, terre, capital). Toute la question est alors de savoir pourquoi et comment, en certains lieux et à certaines époques, croissent et se conjuguent ensemble cette complexification de la division sociale du travail et cette marchandisation fictive du monde. Elle est aussi alternativement de comprendre pourquoi, la plupart du temps, ces deux processus ne sont ni associés, ni coordonnés, ni profondément articulés l'un à l'autre... Berger propose donc d'identifier les deux grands types de réponses apportées par l'Histoire globale à cette question, et de montrer en quoi celles-ci sont en définitive transversales, et communes, aux trois courants marxistes, smithiens et néoclassiques qui animent cette dernière.



